

RÉVOLUTION ou GUERRE

#20

Revue du Groupe International de la Gauche Communiste (GIGC)

Février 2022



Sommaire

Crise et perspective de guerre généralisée ?

Une seule réponse : l'internationalisme prolétarien

Situation internationale

Reprise des luttes prolétariennes et poussées vers la guerre généralisée,
ou la question du cours historique

Taiwan et Ukraine : poudrières dans un monde impérialiste menaçant (CWO-TCI)

Lutte contre l'opportunisme

24^e Congrès du CCI : la barque de la Décomposition prend l'eau

Débat au sein du camp prolétarien

Premiers commentaires et questions autour de notre plateforme

Correspondance à propos de notre plateforme :

pourquoi se revendiquer exclusivement du combat de la Gauche d'Italie ?

Contribution : marxisme et connaissance

E-mail : intleftcom@gmail.com, site web : www.igcl.org

4 dollars/3 euros

Sommaire

Crise et perspective de guerre généralisée ?	
Une seule réponse : l'internationalisme prolétarien	1
Situation internationale	
Reprise des luttes prolétariennes et poussées vers la guerre généralisée : la question du cours historique	3
Ukraine et Taiwan : poudrières dans un monde impérialiste menaçant (CWO - TCI)	9
Lutte contre l'opportunisme	
24° Congrès du Courant Communiste International : la barque de la Décomposition prend l'eau	14
Débat au sein du camp prolétarien	
Premiers commentaires et questions autour de notre plateforme	17
Correspondance à propos de notre plateforme : Pourquoi se revendiquer exclusivement du combat de la Gauche d'Italie ?	19
Contribution : marxisme et connaissance	22

Appel à souscription

Nous remercions les lecteurs qui comprennent et soutiennent notre activité sous diverses formes : contributions écrites, matérielles ou financières. La publication, l'impression et l'envoi de notre revue représentent un effort financier important compte tenu des faibles ressources dont nous disposons. L'évolution de la situation vers des affrontements de classes décisifs, l'ensemble des activités de notre organisation (intervention dans la classe, travail de regroupement...), tout cela exige, entre autres, un effort financier important de notre part. Nous appelons tous nos lecteurs intéressés par notre travail et les analyses que nous défendons à nous apporter leur soutien financier sous forme de souscription ainsi qu'à faire connaître notre revue autour d'eux. S'ils veulent recevoir régulièrement la revue et être au courant de nos communiqués, ils peuvent nous envoyer leur email à intleftcom@gmail.com.

Erratum (publié sur notre site web le 25/9/2021 et que nous reproduisons pour l'impression papier de ce numéro)

Dans l'article du numéro précédent sur la polémique du CCI contre le PCI, nous avons commis deux erreurs factuelles. Nous nous en sommes aperçus en le traduisant et en cherchant les citations du CCI traduites en espagnol, c'est-à-dire après la publication de la version française. La première est l'affirmation qu'il ne s'est pas exprimé avant le 1er décembre. En fait, un article traduit en espagnol fut rédigé le 7 novembre 2019 dans *Révolution internationale* 479 (<https://fr.internationalism.org/content/9986/seules-solidarite-et-lunite-lutte-peuvent-repousser-attaques>). La seconde : le tract *Solidarité de tous les travailleurs et de toutes les générations* est daté du 15 décembre. La phrase, « aujourd'hui, mardi 17 décembre, après le discours révoltant d'Édouard Philippe et ses mesures qui annoncent un allongement du temps de travail et une aggravation de la misère... », peut laisser penser que le discours a eu lieu ce jour. Or, après relecture, il apparaît que l'article se réfère au discours du 11 décembre. La note polémique de bas de page, la 12, que nous avons émise dans l'article était donc sans objet. Comme le lecteur pourra s'en rendre compte en lisant l'orientation avancée en novembre – « se regrouper, discuter, se réapproprier les leçons du passé, pour préparer l'avenir de la lutte de classe (...) faire vivre la mémoire de l'immense expérience de lutte de la classe ouvrière » –, ces deux erreurs n'enlèvent rien à notre critique de fond sur l'intervention d'ordre conseilliste et politiquement en retard que cette organisation a menée durant cette lutte prolétarienne massive.

Révolution ou guerre

Crise et perspective de guerre généralisée ? Une seule réponse : l'internationalisme prolétarien

Les deux dernières années ont été particulièrement sombres pour la classe ouvrière. D'après les estimations de surmortalité attribuable au Covid, autour de 20 millions de personnes sont mortes de la maladie au cours des deux dernières années depuis que la pandémie a été déclarée par l'Organisation mondiale de la santé en février 2020 (au 13 février, l'estimation oscille entre 14 et 23,1 millions)¹. Durant cette période, les inégalités ont augmenté de façon spectaculaire, les dix personnes les plus riches de la planète ayant doublé leur fortune². L'accumulation actuelle des richesses est si obscène que le Fonds monétaire international a mis en garde contre la perspective de troubles sociaux de masse comme l'un des principaux facteurs d'instabilité dans les années à venir. Ces technocrates capitalistes expriment cette inquiétude du point de vue des implications qu'elle aura pour la poursuite de l'accumulation capitaliste, et non pour des raisons humanitaires.

Ce contexte est utile pour comprendre le rôle idéologique joué par la droite populiste, qui nie la réalité de la pandémie et s'oppose à la vaccination et aux interventions non pharmaceutiques au nom des libertés individuelles. Ce sont les mêmes éléments pour lesquels l'Administration de la santé et de la sécurité au travail aux États-Unis³ serait un exemple d'abus de pouvoir tyrannique. Ils voudraient que les capitalistes individuels soient aussi libres que possible dans leur recherche du profit. Par conséquent, ils s'opposent naturellement à toute restriction de rassemblements dans les lieux commerciaux couverts ainsi qu'à toute politique de vaccination obligatoire des travailleurs dans des lieux de travail surpeuplés et mal ventilés. Il faut bien comprendre que la vaccination, ainsi que les interventions non pharmaceutiques – comme l'amélioration de la ventilation et le port obligatoire de masques pour réduire la transmission des infections respiratoires, ou l'amélioration du drainage pour éviter les eaux stagnantes afin de réduire l'incidence des maladies transmises par les moustiques – ne sont pas une question de choix individuel. Les épidémies et les pandémies de toutes sortes sont un problème social qui ne peut être traité que socialement. En revanche, en niant la réalité même de la pandémie de Covid, cette idéologie populiste de droite permet à la classe capitaliste de se laver les mains du meurtre social dont elle

est la seule responsable.

Dans le contexte de cette situation socialement explosive et de l'antagonisme de classe irréconciliable qui la détermine, les dirigeants de deux des principales puissances impérialistes, les États-Unis et la Russie, discutent ouvertement de la perspective d'une guerre mondiale. Il est inutile de préciser qu'une telle guerre entraînerait presque certainement un affrontement nucléaire et une ruine mutuelle. La conséquence serait catastrophique ; un véritable *goulot d'étranglement démographique*⁴ dont l'humanité ne se remettrait pas avant des décennies, dans le cas le plus optimiste. Nous sommes très loin des conditions de la Première Guerre mondiale, où le rythme de la guerre était relativement lent et où les opérations militaires étaient basées sur la guerre de tranchées et les vagues d'infanterie avançant sous le couvert des tirs d'artillerie. Aujourd'hui, la guerre entre États est menée avec des armes combinées et repose sur la supériorité aérienne, la guerre électronique et une puissance de feu écrasante. Si une telle guerre devait être livrée par des puissances nucléaires, par exemple une guerre hypothétique entre la Russie et l'OTAN, la partie qui risquerait de perdre la guerre conventionnelle aurait probablement recours à l'utilisation d'armes nucléaires tactiques sur le champ de bataille ou contre les bases aériennes de la partie adverse. Une fois ce palier atteint sur l'échelle de l'escalade, rares sont les stratèges militaires qui pensent que le résultat ne serait pas un holocauste nucléaire.

C'est pourquoi la crise actuelle concernant l'Ukraine et l'expansion de l'OTAN vers l'Est est si dangereuse. Ce n'est pas tant que cette crise particulière soit susceptible d'être le catalyseur immédiat de la Troisième Guerre mondiale, mais qu'elle a le potentiel d'aboutir à une consolidation de blocs impérialistes antagonistes. Si les États-Unis réussissent à pousser la Russie à attaquer l'Ukraine, par exemple pour éviter que les régions pro-russes du Donbass ne soient envahies par les forces armées ukrainiennes, ils seront en mesure d'exiger que les économies d'Europe occidentale coupent avec la Russie. Si la Russie n'est plus en mesure de vendre ses hydrocarbures en dollars américains, elle sera forcée de se placer encore plus dans l'orbite de la Chine, tout comme l'Europe occidentale deviendra plus dépendante des États-Unis. Cette dynamique explique la différence de ton entre les États-Unis et le Royaume-

1 . <https://www.economist.com/graphic-detail/coronavirus-excess-deaths-estimates>

2 . <https://www.cbsnews.com/news/billionaires-double-wealth-covid-pandemic/>

3 . Il en va de même pour tous les organismes étatiques de santé nationaux.

4 . « Un goulet d'étranglement de population (aussi appelé goulet d'étranglement génétique) est, dans l'étude de l'évolution d'une espèce, un épisode de réduction sévère de la population, suivi d'une nouvelle expansion démographique. Il entraîne une réduction de la diversité génétique de l'espèce. » (Wikipedia)

Uni, d'une part, et l'Allemagne et la France, d'autre part, en ce qui concerne la crise ukrainienne, ces derniers ayant beaucoup plus à perdre si des sanctions économiques écrasantes étaient introduites contre la Russie. Mais ce n'est pas tout.

L'internationalisme prolétarien contre la guerre impérialiste

La seule réponse que la classe ouvrière puisse donner à la perspective d'une guerre impérialiste généralisée est une lutte généralisée pour ses propres intérêts immédiats et historiques. En effet, il n'y a pas d'opposition entre les intérêts immédiats et historiques du prolétariat. Le rôle historique du prolétariat en tant que sujet révolutionnaire est fonction de la condition immédiate du prolétariat sous le capitalisme en tant que classe exploitée.

Les inquiétudes liées au coût de la vie sont au cœur des préoccupations des travailleurs du monde entier. Aux États-Unis, les travailleurs ont en moyenne vu leur pouvoir d'achat se réduire malgré une augmentation nominale des salaires. La situation est similaire dans de nombreuses régions du monde, y compris au Royaume-Uni où des manifestations ont eu lieu contre l'augmentation du coût de la vie⁵. Bien qu'elles aient été organisées par un groupe de pression affilié au parti travailliste, ces manifestations sont révélatrices du mécontentement croissant alimenté par la hausse du coût de la vie. La perte de pouvoir d'achat, combinée à l'augmentation des coûts de l'assurance nationale, pourrait conduire à ce que 30 % supplémentaires des ménages britanniques ne soient pas en mesure d'acheter les produits de première nécessité⁶. La situation n'est pas meilleure en Russie, où le revenu disponible des ménages est inférieur de 10 % en moyenne par rapport à 2013⁷. Pourtant, comme on pouvait s'y attendre, ce véritable problème – littéralement une question de vie ou de mort pour de nombreuses personnes – est quasiment ignoré par les médias. Au lieu de cela, nous sommes soumis à un chœur incessant de propagande belliciste. L'internationalisme prolétarien n'est pas un principe abstrait à défendre face à la menace de guerre. C'est la politique révolutionnaire qui correspond aux besoins immédiats de milliards de personnes dans le monde.

Les travailleurs doivent se mobiliser pour défendre leurs intérêts de classe. Les grèves de masse en Iran et au Kazakhstan, malgré leurs limites considérables, indiquent la voie à suivre pour les travailleurs des

métropoles capitalistes. Les conditions sont réunies pour la grève de masse dans les principales puissances. D'ores et déjà, une dynamique internationale – encore limitée – de luttes et de grèves ouvrières, comme aux États-Unis en particulier, se fait jour. Ces dernières ont principalement pour objet la baisse du pouvoir d'achat ; et pour revendication l'augmentation des salaires. Le décor est planté pour une lutte de classe désespérée, qui décidera si nous allons vers la guerre mondiale et la barbarie ou vers la révolution prolétarienne mondiale.

Les minorités révolutionnaires ont la responsabilité de commencer à construire le squelette de la future internationale. Cela implique inévitablement un processus de débat et de clarification au fur et à mesure que les divers courants se consolident en un véritable parti mondial du prolétariat, dans un processus dynamique qui est également fortement influencé par le développement de la lutte de la classe ouvrière. Il est historiquement sans précédent qu'une Internationale se forme sur la base d'un seul courant révolutionnaire. Cela ne signifie pas que nous ignorons simplement les différences réelles entre les courants, mais que nous en débattons et les clarifions par la praxis, par la vérification dans la lutte de classe. Les organisations révolutionnaires contemporaines ne sont pas monolithiques. Prétendre qu'elles le sont revient à obscurcir les divergences réelles qui existent au sein de ces organisations et constitue objectivement un obstacle sectaire au regroupement.

Il y a un peu plus de 100 ans, les révolutionnaires qui allaient former la Troisième Internationale avaient de nombreuses divergences importantes, mais ils partageaient certaines positions politiques fondamentales. Au premier rang de celles-ci figuraient l'internationalisme prolétarien, le défaitisme révolutionnaire, ainsi que le rôle de la direction du parti dans la lutte de la classe ouvrière et dans la dictature du prolétariat. Bien que de nombreuses questions, telles que le syndicalisme et le parlementarisme, aient été réglées par l'histoire, les trois positions fondamentales susmentionnées constituent toujours une base adaptée pour le regroupement international. Ce ne sont certainement pas les seules positions importantes, mais elles sont fondamentales.

Les enjeux ne pourraient être plus élevés et la formation du principal outil d'émancipation du prolétariat, le parti révolutionnaire international, sur la base de l'unité de principe des révolutionnaires du monde entier, devient une nécessité de plus en plus urgente.

Révolution ou guerre, 13 Février 2022

5 . <https://www.theguardian.com/business/2022/feb/09/national-insurance-rise-could-mean-1m-destitute-households-in-uk-says-thinktank>

6 . <https://www.theguardian.com/business/2022/feb/09/national-insurance-rise-could-mean-1m-destitute-households-in-uk-says-thinktank>

7 . <https://www.themoscowtimes.com/2022/01/13/russias-2021-inflation-more-than-double-official-target-a76025>

Situation internationale

Renouveau des luttes prolétariennes et poussées vers la guerre impérialiste généralisée ou la question du cours historique

« La mécanique quantique nous enseigne à ne pas penser au monde en termes de choses qui sont dans tel ou tel état, mais en termes de processus. Un processus est le passage d'une interaction à une autre. Les propriétés des choses se manifestent de façon granulaire seulement au moment de l'interaction, c'est-à-dire aux bords du processus, et ne sont telles qu'en relation à d'autres choses ; elles ne peuvent pas être prévues de façon univoque, mais seulement de façon probabiliste. »

[Carlo Rovelli, physicien, spécialiste de la gravité quantique, *Par-delà le visible, la réalité du mode physique et la gravité quantique*, Odile Jacob sciences, 2014.]

Pour la bourgeoisie, le prolétariat n'existe pas ou n'est plus. Au mieux pour les plus « éclairés », il n'est qu'une catégorie figée et passive, un objet. Certains révolutionnaires rejoignent cette vision d'un prolétariat objet passif, d'une chose dans tel ou tel état, en proclamant sa disparition, ou son absence, ou encore en réduisant son existence à celle du parti communiste. Ce faisant, les uns par intérêt de classe, les autres par incompréhension ou découragement, ne voit pas que la lutte des classes est une donnée permanente et en mouvement de la société capitaliste, un processus, et que le prolétariat n'est qu'interaction avec la bourgeoisie et inversement. Même au plus fort des périodes de contre-révolution, la lutte entre les classes, et donc la lutte prolétarienne aussi faible et limitée soit-elle, continue d'exister et d'être un des facteurs de la situation dont le cours peut être, et doit être rajoutons-nous, prévu non de façon univoque mais seulement de façon probabiliste. Il ne s'agit donc pas d'affirmer de manière univoque que le cours des événements mène à la révolution, mais de manière probable qu'il mène au choc frontal entre les classes, que le cours est aux affrontements massifs entre les classes. Déterminer de façon probabiliste le cours historique des événements, ici vers une confrontation entre classes dans le contexte de poussées chaque fois plus fortes à la guerre impérialiste, est un des outils essentiels des révolutionnaires pour pouvoir établir orientations et mots d'ordre adaptés aux situations tant historiques qu'immédiates, tant internationales, nationales, locales ou encore particulières et à leurs différents moments.

Aujourd'hui, et malgré la persistance de la pandémie et du prétexte qu'elle fournit aux États pour renforcer les mesures de contrôle et de répression sociale au nom de la lutte contre le covid, il est indéniable qu'un renouveau de luttes ouvrières se manifeste depuis quelques mois sur tous les continents. La dynamique de luttes

prolétariennes qui s'était enclenchée à l'automne 2019⁸ avait été enrayerée et interrompue par l'explosion du coronavirus, les mesures de confinement généralisées et la paralysie d'une grande partie de l'appareil productif mondial. D'autant que les États capitalistes les plus riches, Europe et Amérique du nord principalement, s'étaient empressés de décider soit le maintien des salaires, soit d'accorder allocations chômage et autres, parfois de simples chèques comme aux États-Unis et au Canada, afin de prévenir toute explosion sociale généralisée que le respect des lois capitalistes, dites de « marché », aurait inévitablement et dramatiquement provoquée. Aujourd'hui, la facture - « quoiqu'il en coûte » avait dit le président français Macron - qui est présentée principalement aux prolétaires⁹, ne serait-ce que sous forme de blocage des salaires et d'inflation pour l'instant, provoque les premières réactions prolétariennes. Cette facture est celle du trou béant dans les finances publiques et de l'endettement gigantesque généralisé qui vient se sur-ajouter à l'exploitation accrue du travail du fait de la baisse accélérée des taux de profit du capital productif. Elle est le signal, la première bataille d'ampleur, des confrontations massives entre les classes. Celles-ci vont décider du cours historique menant soit vers la guerre impérialiste généralisée, soit ouvrir - sans garantie de succès - la porte à la perspective révolutionnaire et communiste du prolétariat international. Telle est la prévision probable que le marxisme et les révolutionnaires, le parti, peuvent et doivent avancer aujourd'hui s'ils veulent se dresser effectivement et efficacement à l'avant-garde du combat de leur classe. Tel est le cours historique probable de la

8 . Dont le point le plus haut avait été les deux mois de grève dans différents secteurs, principalement les transports, en France en décembre 2019 et janvier 2020 (cf. *Revolution ou guerre* #14 et les communiqués que nous avons publiés alors et RG #19 sur l'intervention des groupes communistes dans les grèves de 2019 en France).

9 . Mais aussi en partie à des couches importantes de la petite-bourgeoisie projetées dans la misère.

situation actuelle. Est-il vérifiable ? Est-il vérifié ?

Le renouveau des luttes doit dégager la perspective prolétarienne

La liste des luttes prolétariennes récentes est longue. Selon le groupe révolutionnaire Emancipación, l'année 2021 qui avait connu presque 17 000 grèves « *a vu la fin des "grèves covid" mais aussi l'apparition prometteuse de luttes massives dans de nombreuses régions* »¹⁰ du monde, en fait sur tous les continents. Les « grèves et luttes covid » ne répondaient pour la plupart qu'à des préoccupations sanitaires, certes légitimes, principalement aux dangers de contamination sur les lieux de travail. Elles restaient de ce fait très limitées, sans perspectives réelles de lutte massive et généralisée. Les luttes prolétariennes de ces derniers mois tendent à se situer sur un terrain de classe plus ferme, en particulier sur le terrain salarial face à une inflation croissante et, à ce titre, elles intéressent directement l'ensemble de la classe exploitée et révolutionnaire. Tout ouvrier ne peut que se reconnaître dans ces revendications et ces luttes. La presse révolutionnaire et communiste a rendu compte de cette nouvelle dynamique, l'a saluée bien sûr et l'a soutenue activement, en particulier en intervenant par tract quand l'occasion s'en présentait. Pour vérifier la réalité des faits, nous renvoyons nos lecteurs aux sites web de la Tendence communiste internationaliste, du groupe Emancipación, du PCI-Le prolétaire, ou encore – une fois n'est pas coutume – du Courant Communiste International, pour ne citer que les principaux qui ont retracé et informé sur les différentes luttes ouvrières de ces derniers temps.

Il est à noter que, tout en soulignant leurs limites, tous les groupes s'accordent sur la nouvelle dynamique, le réveil, des luttes prolétariennes. « *La grève en cours des 1400 travailleurs de Kelloggs aux États-Unis est une source continue d'inspiration pour d'autres ouvriers dans le pays comme à l'étranger qui veulent se joindre à ce qui est un réveil fragile mais significatif de notre classe.* » (TCI)¹¹ Après ces deux ans d'extrême confusion et de déboussolement généralisé, favorisés et aggravés par les révoltes petites bourgeoises de tout ordre auxquelles nous avons pu assister, la réapparition du prolétariat comme seule force antagoniste au capital et seule en capacité d'offrir une alternative à celui-ci est en soi un fait fondamental qui change – tend à changer – la donne distribuée par le covid depuis deux ans ; c'est-à-dire ouvre une nouvelle dynamique de l'évolution du rapport de forces mondial entre les classes, entre capital et travail, entre bourgeoisie et prolétariat. L'affirmation concrète

du prolétariat comme classe dans la défense de ses conditions de vie et de travail rend tout aussi concrètes, facteurs de la situation, l'affirmation et la défense des mots d'ordre historiques du mouvement communiste, la grève de masse, l'insurrection prolétarienne, la destruction de l'État bourgeois, la dictature de classe et le communisme lui-même. Ces principes du communisme portés et matérialisés par les groupes communistes, le *parti en devenir*, de simple objets de propagande tendent à devenir armes et mots d'ordre à l'occasion des poussées prolétariennes, même naissantes et timides, car seuls permettant de guider avec succès et efficacité l'action, les moyens et les buts des combats quotidiens. C'est là le premier enjeu de la situation actuelle.

Qu'est-ce qui définit le cours historique actuel ?

Mais encore faut-il saisir la dynamique réelle et ses potentialités, générales comme particulières, locales ou temporelles, pour définir orientations et mots d'ordre plus immédiats de chaque moment et situation des luttes ouvrières. Ce serait une erreur, nous semble-t-il, de ne voir dans le renouveau actuel que la simple réaction – mécanique – à la crise et aux attaques que le capital est contraint de mener contre la classe exploitée afin de maintenir coûte que coûte un minimum ses profits et la poursuite de l'accumulation capitaliste. L'erreur ne serait que peu de choses si elle ne risquait d'avoir des conséquences quant à la compréhension du cours réel de l'affrontement entre les classes et donc dans la capacité, qui échoit aux groupes communistes, au parti demain, de s'orienter dans la tourmente qui vient.

On ne peut comprendre aujourd'hui toute la signification, toute l'ampleur, des politiques adoptées par les différentes bourgeoisies vis-à-vis de la crise et du prolétariat sans prendre en compte les tendances profondes du capital à la guerre impérialiste généralisée. Les pressions vers celle-ci sur la bourgeoisie se font tout aussi pressantes que celles directement dues à la crise l'obligeant à attaquer toujours plus le prolétariat. Le cours historique actuel est déterminé, et sera déterminé pour toute la période de confrontation massive entre les classes qui s'ouvre, par le rapport entre le prolétariat et la guerre en tant que perspective *probable*, c'est-à-dire par l'alternative révolution prolétarienne ou guerre impérialiste généralisée.

Cet impératif – du fait de la crise – de la guerre impérialiste généralisée pour la classe dominante détermine chaque fois plus le contenu et la violence de ses attaques contre le prolétariat et donc les termes et terrain de l'affrontement. Comme le déclare parfaitement la plateforme – actualisée en 2020 – de la Tendence Communiste Internationaliste, « *une fois encore, l'alternative entre guerre impérialiste et révolution prolétarienne est à*

10 . <https://es.communia.blog/2021-de-las-huelgas-del-covid-a-la-confrontacion-con-los-sindicatos/>

11 . Tract du 5 décembre 2021 diffusé par le IWG, groupe affilié à la TCI aux États-Unis, <http://www.leftcom.org/en/articles/2021-12-05/striking-kellogg-s-workers-don-t-settle-for-crumbs>.

l'ordre du jour de l'histoire et impose aux révolutionnaires partout dans le monde la nécessité de resserrer leurs rangs. A l'époque du capital monopoliste mondial, aucun pays ne peut échapper aux forces qui conduisent le capitalisme à la guerre. La tendance inéluctable du capitalisme à se diriger vers la guerre se matérialise aujourd'hui par l'attaque généralisée contre les conditions de vie et de travail du prolétariat. »

Ce n'est donc pas seulement la crise en soi qui détermine le contenu et l'ampleur des attaques auxquelles le prolétariat doit répondre, mais aussi le devenir de la guerre généralisée. Voilà pourquoi toute lutte ouvrière se trouve opposée à l'ensemble de l'appareil d'État, organe de la dictature de classe réunissant l'ensemble des fractions bourgeoises, toutes unies contre le prolétariat. Voilà pourquoi toute lutte ouvrière un tant soit peu conséquente est-elle présentée comme le fait d'irresponsables ou très souvent maintenant de terroristes, tels les métallurgistes « criminels » de Cadix lors de leur grève de novembre dernier. Toute revendication salariale ou autre visant à desserrer l'étreinte de l'exploitation capitaliste du travail ne limite pas seulement le profit de tel ou tel capitaliste, ni même seulement la compétitivité du capital national sur le marché mondial, mais aussi entrave de fait – tend à entraver – la préparation industrielle, économique, sociale, politique et idéologique de chaque capital national en vue de sa participation à la guerre généralisée, seul moyen pour lui *in fine* de « défendre son bout de gras », seul moyen de maintenir la tête hors de l'eau dans la catastrophe généralisée. Ainsi, pour la bourgeoisie, toute lutte ouvrière a minima conséquente, c'est-à-dire s'attachant à défendre les besoins et nécessités ouvrières sans aucune considération économique bourgeoise, est irresponsable, égoïste, anti-nationale ou anti-patriotique. Nous ne la démentirons pas : toute grève aujourd'hui devient de fait une expression, un germe, du défaitisme révolutionnaire et de l'internationalisme prolétarien.

Il est donc crucial de relier la matérialisation effective, et en devenir, de la polarisation impérialiste avec les conditions et potentialités des luttes ouvrières et d'en déduire, prédire, anticiper, les dynamiques particulières. Si l'on retient comme probable la configuration impérialiste telle qu'elle semble se dessiner actuellement, celle d'une polarisation autour des États-Unis d'un côté et la Chine de l'autre, au détriment d'une autre telle une polarisation Europe-Amérique par exemple¹², alors le rôle et la responsabilité des prolétariats de Chine et d'Europe vis-à-vis du prolétariat international comme un tout et face à la marche à la guerre différeront. De même, les thèmes idéologiques pour en-

traîner le prolétariat américain, essentiellement d'ordre démocratique, n'auront pas le même effet s'il s'agit de mobiliser contre la Chine ou contre l'Europe. En Europe, le prolétariat qui a la plus grande expérience historique de lutte, de la guerre généralisée et des pièges de la démocratie bourgeoise, ne pourra pas intervenir directement sur les deux principaux protagonistes impérialistes. Pourra-t-il, du fait de son expérience historique, dégager la voie révolutionnaire et présenter la perspective du communisme au prolétariat international ? En Amérique, l'expérience contre la guerre est moindre – les deux premières guerres mondiales ne touchèrent pas le pays – et les illusions démocratiques sans doute plus ancrées, mais le prolétariat américain est au cœur de la situation historique car directement opposé à la bourgeoisie la plus puissante et celle qui est la plus *va-t-en guerre*. Quelle que soit la configuration impérialiste finale et le cours de la lutte des classes, son rôle sera central et, sans doute, fera pencher la balance d'un côté ou de l'autre de l'alternative historique. En Chine, on peut supposer que le prolétariat détient encore moins d'expérience bien qu'il soit massivement concentré dans de grandes usines. Pourra-t-il opposer la guerre de classe à la guerre impérialiste à l'exemple de ce que le prolétariat pût accomplir en Russie en 1917 et ainsi se faire le déclencheur d'une vague révolutionnaire internationale ?

Il ne s'agit pas non plus de sous-estimer l'importance et l'absolue nécessité que les prolétariats des pays et continents plus périphériques qu'ils soient « riches » – l'Australie ou la Nouvelle Zélande par exemple – ou « pauvres » comme en Afrique ou en Asie, s'engagent dans le combat pour le communisme et rejoignent l'ensemble du prolétariat international. Ni d'exclure de manière absolue la possibilité que l'un ou l'autre puisse momentanément se porter à sa tête. Cependant, leur action vis-à-vis de la guerre impérialiste généralisée sera elle-aussi, et de fait, périphérique. Souligner ces différences de situations entre fractions du prolétariat mondial ne doivent pas nous faire oublier que l'action des unes et des autres intervient, influence, inspire, quand elle ne guide pas les autres fractions du prolétariat mondial. Au final, il n'est qu'une lutte de classe internationale et un prolétariat universel.

Grèves de masse et confrontations massives entre les classes verront leur dynamique être influencées tant par l'évolution de la crise économique elle-même que par l'évolution de la polarisation impérialiste tout comme elles influenceront sous une forme ou une autre sur la dynamique vers la guerre. De fait, une course de vitesse est engagée entre les deux, révolution ou guerre, sachant que la bourgeoisie ne pourra faire l'économie d'affronter frontalement et brutalement le prolétariat afin de lui imposer défaites politique, idéologique et physique sanglante.

¹² . Celle-là même qui avait semblé émerger lors de la guerre d'Irak de 2003 et qui avait vu l'Allemagne et la France polariser autour d'elles l'opposition en particulier de la Russie et de la Chine à l'aventure américaine qui était, elle, soutenue par les pays anglo-saxons,

Luttes ouvrières aux États-Unis et leur rapport à la guerre

Aussi limitées furent les luttes et grèves de l'automne dernier aux États-Unis, qu'elles se soient développées dans la première puissance impérialiste, de plus celle-là même qui pousse le plus à la polarisation impérialiste et à la guerre, est déjà en soi une première réponse du prolétariat et, de fait, une entrave, un frein à la marche à la guerre, certes encore largement insignifiant *en l'état* mais significatif si considéré en mouvement, comme *processus*. Les grèves d'octobre 2021 des 10 000 ouvriers du fabricant de matériel agricole John Deere et des employés de Kelloggs, cette dernière longue de deux mois, tout comme la lutte des « plus de 24 000 infirmières et autres travailleurs de la santé en Californie et dans l'Oregon »¹³ en sont les expressions les plus claires. Le fait qu'elles aient dénoncé les accords d'entreprise signés par les syndicats et qu'elles aient affirmé des revendications unitaires, intégrant travailleurs fixes en CDI – pour reprendre les catégories française officielle du travail – et *transitoires* en CDD, voire intérim, dans les mêmes revendications, réunissant dans la grève y compris les CDI bien que “bénéficiant” du contrat signé par les syndicats n'exprime pas seulement une solidarité, certes élémentaire, mais surtout une volonté et détermination de lutte dans la défense des intérêts de classe contraires aux intérêts du capital et de la nation américaine. Tout aussi important est le fait qu'elles viennent démentir une Amérique qui serait divisée entre racistes fascisants pro-Trump d'une part et anti-racistes pro-démocratie adeptes des théories identitaires et raciales, sachant que certains syndicats, dans l'éducation en particulier, n'avaient pas hésité à avancer des revendications spécifiques selon les travailleurs en fonction de leur couleur de peau et de leur origine. En ce sens, elles sont aussi un démenti et la réponse prolétarienne à toute la campagne idéologique et politique qui avait été massivement matraquée en 2019 après l'assassinat par la police de G. Floyd et qui s'était terminée par une participation électorale massive inégalée.

Que le prolétariat américain puisse se dégager, essentiellement par ses luttes, de l'emprise de l'idéologie démocratique et nationaliste, de celle du « rêve américain » et du « self-made man » sera crucial pour retenir le bras armé et sanglant de l'impérialisme américain que ce soit contre un autre impérialisme ou encore contre toute insurrection prolétarienne victorieuse dans une autre partie du monde. La bourgeoisie américaine, moins que les autres encore, n'hésitera pas à lancer missiles et bombes atomiques sur tout

pays ou groupe de pays dans lesquels le prolétariat aura pris le pouvoir. Voilà pourquoi nous disons que le prolétariat d'Amérique du nord sera au cœur de la situation historique : soit il donnera le signal de l'insurrection ouvrière généralisée par son action propre¹⁴ ; soit dans le cas où un ou d'autres prolétariats prendraient l'initiative de l'insurrection et exerceraient la dictature de classe dans d'autres régions, il sera alors en première ligne pour paralyser le principal bras armé de la contre-révolution internationale. D'ores et déjà, les luttes prolétariennes dans le pays, encore une fois aussi limitées soit-elles, interpellent le prolétariat international et donnent l'exemple à suivre. Tout comme elle donne le signal à la bourgeoisie américaine qu'il faudra qu'elle compte avec lui ; c'est-à-dire qu'elle affronte et lui inflige une défaite minimale pour avoir les mains suffisamment libres pour ses desseins impérialistes guerriers. Le prolétariat d'Amérique n'est pas *un objet passif en tel ou tel état* mais sujet de l'histoire du fait de son *interaction*, de la lutte des classes, et de son opposition à sa propre bourgeoisie. Les confrontations massives entre les classes passeront aussi, et nous l'espérons *surtout*, par les États-Unis.

Dynamique internationale des luttes ouvrières

Le renouveau de la combativité ouvrière est international et parcourt tous les continents. Dans les pays sans tradition démocratique et où les syndicats apparaissent ouvertement pour ce qu'ils sont partout, à savoir les organes de l'État capitaliste, les prolétaires n'ont d'autres choix que de se lancer avec audace dans la lutte et de tenter de l'étendre au plus vite avant que la répression ne puisse s'exercer sur eux. Ce sont de véritables exemples de *grève de masse* en acte que les prolétaires d'Iran, l'été dernier, ou encore du Kazakhstan, début janvier, ont su déclencher. Les revendications sont toujours les mêmes, augmentation des salaires pour faire face aux hausses des prix. Dans les pays à tradition démocratique et où les syndicats se présentent comme indépendants du pouvoir, comme en Europe en particulier, les grèves qui ont éclaté et éclatent se situent sur le même type de revendications. Si les syndicats gardent le contrôle sur celles-là et réussissent encore à saboter l'extension et la généralisation, la dynamique de la *grève de masse* est bien présente. La grève des métallurgistes de Cadix en Espagne illustre au mieux la combativité retrouvée et cette dynamique. En cela, elle ne diffère pas fondamentalement des luttes

13 .TCI, États-Unis : "Striketober", vague de grève inédite, <http://www.leftcom.org/fr/articles/2021-11-25/%C3%A9tats-unis-striketober-vague-de-gr%C3%A8ve-in%C3%A9dite>

14 . Ce qui, sans l'exclure de manière absolue, nous semble aujourd'hui peu probable pour des raisons que nous ne pouvons développer ici. Sur cette question, nous renvoyons le lecteur à la critique de la théorie du maillon faible développée en particulier par le CCI dans les années 1970 et 1980. Par exemple, il peut se référer au débat interne qui est rapportée dans la *Revue Internationale* 57, 1984 (<https://fr.internationalism.org/rinte37/debat.htm>)

aux États-Unis ou encore en Iran ou ailleurs. Nous nous autorisons la reproduction du récit que le groupe espagnol *Barbaria*¹⁵ a fait de la grève de Cadix qui recoupe ce que les autres groupes, *Emancipación* et le CCI qui ont pu suivre de près cette lutte, ont aussi relaté.

« Cela signifie que toute mobilisation sera démantelée si elle ne suit pas les principes qui ont marqué les succès de notre mouvement (il faut souligner qu'il y en a eu aussi), qui ne sont autres que l'internationalisme et l'indépendance de notre classe, qui dans une grève se concrétise d'une part en l'étendant à d'autres secteurs – et non pas en l'isolant à un seul – une tendance qui s'est vue dans la grève de Cadix, qui avait une tendance marquée à dépasser le cadre de l'usine, s'étendant à l'environnement urbain de Cadix et de San Fernando par le biais de manifestations et d'assemblées de quartier, et d'autre part en remettant tout le pouvoir de décider de la grève à l'assemblée formée par les travailleurs eux-mêmes, et non à des syndicats qui leur sont étrangers et dont les intérêts sont différents, voire opposés, à ceux de notre classe. »

Il convient de relever plusieurs caractéristiques communes qui sont apparues dans les luttes, que ce soit aux États-Unis, en Espagne (Cadix) ou ailleurs comme en Iran. La plupart tendent à s'opposer aux syndicats, en particulier aux accords que ceux-ci signent avec les directions, à imposer la grève malgré eux, à rejeter toute division entre prolétaires, en particulier entre ceux à contrat fixe et ceux à contrat précaire¹⁶, et enfin à rechercher – même si trop timidement encore – l'extension de leur combat aux autres secteurs.

La dynamique de renouveau des luttes est donc bien présente. Elle présage des affrontements de plus en plus massifs ; et brutaux du fait de la répression étatique qui devient systématique et généralisée. En ce sens, les mesures de contrôle de la population prises à l'occasion de la pandémie viennent à la fois renforcer les mesures de surveillance et de répression mais aussi prépare, habitue, l'opinion publique à celle-ci. La bourgeoisie aussi se prépare à l'affrontement.

Combattre pour la direction politique des luttes

Pour autant, l'obstacle premier, principal, que ren-

15 . <http://barbaria.net/2021/12/11/la-huelga-de-cadiz-y-las-flores-en-la-guadana/>. *Barbaria* est un groupe révolutionnaire en Espagne qui est apparu en 2018. Son site web publie quelques pages en français auxquelles le lecteur no-hispanophone peut se référer au besoin.

16 . Que ce soit à John Deere ou Kellogg's aux États-Unis ou à Cadix, les prolétaires à contrat ou statut fixe n'ont pas hésité à lutter aux côtés de précaires, y compris lorsque l'accord signé par les syndicats ne les affectait pas directement. Ce phénomène s'était déjà manifesté lors des grèves de l'automne-hiver 2019 en France : une grande partie des grévistes des chemins de fer ou des transports urbains, comme à Paris, n'étaient pas directement touchés par la « réforme » sur les retraites. Cela ne les avait pas empêché, bien au contraire, de faire grève durant deux mois.

contrent les prolétaires en lutte se trouve être les syndicats, que ce soit les grandes centrales syndicales ou le syndicalisme de base, comme ont su le dénoncer concrètement et justement l'ensemble des groupes révolutionnaires mentionnés ci-dessus. Ce serait une erreur de n'y opposer que l'auto-organisation en soi, en particulier la tenue d'Assemblées générales, comme antidote ou garantie contre les sabotages divers et variés du syndicalisme et des gauchistes. Si l'on peut relever certaines formules ouvrant la porte à ce que nous appelons *fétichisme de l'auto-organisation* et que nous critiquons car mettant celle-ci comme préalable à la lutte – tel « la capacité de faire avancer les luttes dépendra chaque fois plus des formes d'organisation de départ »¹⁷ –, il importe d'appuyer l'orientation politique qui fait des organisations dont se dotent les prolétaires en lutte des organes de telle ou telle tâche et orientation.

« La grève des métallurgistes de Cadix nous montre que nous devons lutter de manière différente. Et cela signifie, dès aujourd'hui, prendre le contrôle des assemblées monopolisées par les syndicats et le faire pour étendre les luttes, les ouvrir à tous et avancer des revendications communes qui dépassent toutes les divisions de secteur, de région ou type de contrat [fixe ou précaire, CDI ou CDD, ou encore intérim]. »¹⁸

Or, pour réaliser cette orientation d'extension et de généralisation, que ce soit au moyen d'assemblées, de délégations massives, de piquets de grève, de manifestations de rue, etc., encore faut-il que les prolétaires en lutte assument la confrontation inévitable avec les syndicats et les gauchistes. Il s'agit là d'un combat politique contre les forces de l'État en milieu ouvrier sans lequel ni extension, ni généralisation, et donc ni recul de la bourgeoisie sur telle ou telle revendication, n'est possible. Il appartient donc aux prolétaires les plus combatifs et les plus conscients de prendre en charge cet affrontement pour la direction et l'orientation de chaque lutte ouvrière au dépens des syndicats et du gauchisme. Et quand c'est possible, de s'y préparer en se regroupant en comité de lutte ou autre.

Mais disputer la direction aux syndicats pour contrer leur sabotage ne se résume pas à un simple « ouvriers de base » contre « bureaucrates » et appareil syndical. Encore faut-il opposer à ces derniers des orientations et des mots d'ordre, y compris parfois des revendications, qui correspondent à chaque situation et moment, à chaque bataille ou enjeu particulier. Bref, s'inscrire dans le processus réel, en être un facteur actif et non fonder son positionnement sur *tel ou tel état* des différents éléments en soi en oubliant qu'ils sont en *interaction*. La direction politique des luttes ne se décrète pas.

17 . *Emancipation, From the "Covid strikes" to confrontation with unions*, (<https://en.communia.blog/from-the-covid-strikes-to-confrontation-with-unions/>)

18 . *Emancipación, Metalworkers strike in Cadix* (<https://en.communia.blog/metalworkers-strike-in-cadiz/>)

Elle se dispute et se gagne, ou non, dans la capacité des prolétaires les plus combattifs à dégager et imposer les voies concrètes pour le développement et la généralisation de leur combat. Et cela y compris dans les luttes les plus isolées et les plus immédiates. C'est là où la fonction des organisations ou groupes politiques communistes, qu'ils puissent disposer ou non de militant sur place, est non seulement essentielle mais même cruciale. Tout comme sera celle du parti de demain.

Dotés des principes du communisme et armés de la compréhension que le cours de l'histoire mène à des affrontements de classe pour résoudre l'alternative révolution prolétarienne ou guerre impérialiste généralisée, ils sont les mieux, sinon les seuls, en mesure d'évaluer les rapports de forces particuliers et généraux et leur dynamique et, ainsi, d'avancer les orientations et les mots d'ordre correspondant aux besoins de chaque moment des luttes. Ce faisant, ils font la preuve de l'efficacité quotidienne et historique des principes du communisme, de sa théorie du matérialisme historique, et donc du parti, à défaut des groupes communistes, qui matérialisent programme, principes et méthode. Ce faisant, le parti, aujourd'hui les forces du *parti en devenir*, assume et finit par gagner la direction politique effective du prolétariat.

Elle est la condition *sine qua non*, mais non la garantie absolue, de la capacité insurrectionnelle victorieuse du prolétariat et de l'exercice de la dictature de classe pour en finir avec le capital, la misère et la guerre. De manière plus immédiate, c'est-à-dire aujourd'hui dans la dynamique de renouveau des luttes ouvrières, le combat pour la direction politique effective des combats

prolétaires reste encore à l'état embryonnaire, largement en devenir, malgré les efforts de l'ensemble des groupes révolutionnaires. Pour autant, nous sommes convaincus qu'il existe **déjà aujourd'hui** un lien – que nous oserons qualifier de *dialectique* – entre la dynamique même des luttes qui surgissent et l'intervention et propagande des avants-gardes politiques du prolétariat. Et ce n'est pas tant en soi le degré atteint par la crise économique qui renforce ce lien – historiquement nombreux sont les cas où crise économique et développement de luttes ouvrières ne correspondent pas – mais bel et bien les poussées à la guerre impérialiste généralisée qui en est la raison fondamentale, historique. Ce lien dynamique entre les deux a pour contenu, réalité, la défense et la mise en pratique du principe de l'*internationalisme prolétarien étendue jusqu'au principe de la dictature du prolétariat* comme disait Lénine. Car c'est dans le rapport, réel, concret, en procès, du prolétariat international à la perspective de la guerre généralisée, au travers de ses luttes, et par l'intervention active et décidée des groupes et militants communistes d'aujourd'hui dans ces combats, que le parti pourra, au prix d'efforts et de combats tout aussi acharnés, se constituer et guider la classe révolutionnaire jusqu'à l'insurrection, la dictature du prolétariat et, à la fin, au communisme.

Le renouveau des luttes actuelles, outre d'exprimer l'inévitable défense des conditions de vie et de travail des prolétaires qui se détériorent de façon accélérée, est la première expression de cette perspective. Il permet de vérifier que le cours historique est bien vers des affrontements massifs entre classes.

RL, 31 janvier 2022

Brochures (commande à intleftcom@gmail.com)

Plateforme du GIGC (2021)

Morale prolétarienne, lutte de classes et révisionnisme (Fraction interne du CCI et GIGC)

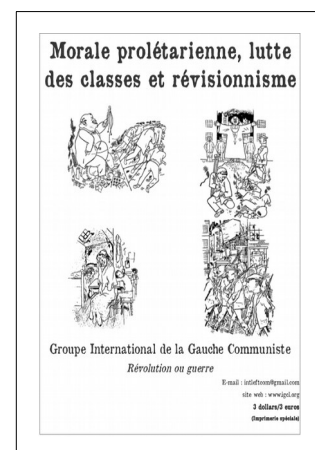
La question de la guerre, 1935 (Fraction interne du CCI)

Lutte étudiante et assemblées de quartier (Communistes Internationalistes – Klasbatalo)

La dégénérescence de l'IC : le PCF (1924-1927) (Fraction interne du CCI)

Groupe des Travailleurs Marxistes, Mexique, 1938 (Fraction interne du CCI)

Les syndicats contre la classe ouvrière, 1976 (fac-similé de la brochure du CCI).



Ukraine et Taipei : poudrières dans un monde impérialiste menaçant (Extraits, Communist Workers Organization – TCI)

Nous avons décidé au dernier moment de bouleverser le sommaire que nous avons prévu pour ce numéro de la revue afin de reprendre et traduire au plus vite une partie de l'article [Ukraine and Taiwan: Flashpoints in an Uncertain Imperialist World*](#), une partie seulement car il est trop long pour notre revue, que la CWO vient de publier. Armée du principe de l'internationalisme prolétarien, la CWO dénonce avec force l'impérialisme et les bruits de botte croissants. « Si l'on en croit tous les articles de la presse occidentale sur la menace de l'expansionnisme russe en Ukraine ou l'invasion imminente de Taïwan par la Chine, la menace d'une guerre mondiale est plus proche que jamais au cours des six dernières décennies. Au cours des trois dernières, bien sûr, ce sont les puissances occidentales, sous leur pseudonyme de "communauté internationale", qui ont pris la tête des invasions, comme en Irak, en Afghanistan et en Libye. Cela ne les empêche pas de se prétendre être les " gentils ", de promouvoir la démocratie et les droits de l'homme contre les dictatures corrompues. Disons-le sans ambages : dans un monde impérialiste, tous les acteurs sont amenés à devenir des puissances rapaces qui défendent leur propre cause. Il n'y a pas de " bons ". »

Après un historique assez complet et argumenté qui retrace les difficultés de l'impérialisme russe depuis 1945 – la partie que nous ne pouvons pas reproduire faute de place –, l'article met en lumière la polarisation impérialiste de ces dernières années et son accélération actuelle. La nouvelle configuration impérialiste en marche voit se dessiner une polarisation centrale entre les USA et la Chine. Les camarades de la CWO montrent clairement comment la Russie, cherchant à contrer et réagir au " containment " américain et de l'OTAN dont elle souffre aussi sur ses propres frontières, ici avec l'Ukraine, est amenée à se rapprocher et s'allier chaque fois plus à la Chine pour contrer les États-Unis. Si elle va jusqu'au bout, cette dynamique mène à la constitution d'un bloc impérialiste chino-russe contre ces derniers.

Aucune mention du rapport présent et concret – de la relation – entre le prolétariat et la perspective à la guerre n'est faite. Il ne fait aucun doute que les camarades de la TCI défendent que la lutte prolétarienne est la seule réelle alternative à la guerre généralisée. Mais nous savons aussi que les camarades de la TCI ne partagent pas notre conception dite du cours historique, c'est-à-dire du rapport du prolétariat à la question de la guerre. Cependant, à l'heure où une organisation comme le Courant Communiste International continue, au nom de la Décomposition, à rejeter toute possibilité et même dynamique vers la guerre impérialiste généralisée – jetant à la poubelle une position fondamentale du marxisme et de la Gauche communiste et semant ainsi trouble et confusion d'ordre opportuniste –, que la principale organisation du camp prolétarien, la TCI, soit claire et déterminée sur cette question est de première importance, à encourager et à saluer. En effet, outre l'aggravation de la crise économique, la dynamique des rivalités impérialistes a des implications concrètes et immédiates quant au développement et contenu de la lutte entre les classes. Face à l'alternative révolution ou guerre, seuls le camp prolétarien, le parti en devenir, et les forces pro-parti en son sein sont en capacité de défendre le principe de l'internationalisme prolétarien **de manière conséquente et efficiente** – en l'étendant à ceux du défaitisme révolutionnaire, de l'insurrection et de la dictature prolétariennes – **et pratique** en avançant orientations et mots d'ordre indispensables au développement et à l'unité des luttes prolétariennes. Personne d'autre ne pourra le faire à leur place.

* <http://www.leftcom.org/en/articles/2022-02-06/ukraine-and-taiwan-flashpoints-in-an-uncertain-imperialist-world>

Le nouvel ordre mondial (CWO-TCI)

Dans un discours prononcé au Kremlin en 2005, Vladimir Poutine qualifiait l'effondrement de l'URSS de « plus grande catastrophe géopolitique du XXe siècle ». ¹⁹ Les années qui ont suivi l'éclatement de l'URSS ont été marquées par le triomphalisme de l'Occident, résumé par l'écho ironique du stalinisme selon lequel nous étions arrivés à « la fin de l'histoire. » ²⁰ À l'époque officier du KGB à Berlin, Poutine a ensuite dû observer l'avancée orientale de l'OTAN et de l'UE jusqu'aux anciennes frontières russes. La Russie perdit non seulement les satellites qu'étaient l'Allemagne de l'Est, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Roumanie et la Bulgarie, mais aussi l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, l'Azerbaïdjan et les républiques d'Asie cen-

trale. L'État russe ne pouvait pas faire grand-chose à ce moment-là, car son économie subissait une « thérapie de choc » sur les conseils d'éminents économistes américains. Après la stagnation économique de la perestroïka de Gorbatchev, Eltsine tenta d'imposer en quelques mois une restructuration encore plus profonde de l'économie russe, une restructuration que l'Occident avait mis 20 ans à accomplir. Ce fut un désastre qui a non seulement vu le PIB russe chuter de 40 % en 1999, mais aussi 45 000 entreprises d'État vendues pour une bouchée de pain à ceux qui avaient déjà de solides relations politiques (ainsi que criminelles), créant ainsi une classe d'oligarques se répartissant le butin entre eux. Le point culminant de cette période fut le krach financier de 1998, qui entraîna la dévaluation du rouble et une misère supplémentaire pour une population dont l'es-pérance de vie diminuait. Poutine considère cette pé-

19 . cf. "Putin deplors collapse of USSR". BBC News. 25 April 2005.

20 . Marx a toujours affirmé que l'instauration du communisme serait « le début de la véritable histoire humaine ».

riode comme celle où l'Occident a « trompé » ouvertement la Russie en promettant de ne pas étendre l'OTAN jusqu'aux frontières de la Russie.²¹ Au lieu de cela, l'OTAN et l'UE ont intégré avec enthousiasme dans leur orbite tous les anciens États du bloc de l'Est et certaines parties de l'ancienne URSS, à l'exception de la Biélorussie, de la Moldavie et de l'Ukraine. C'est quelque chose que Poutine veut arrêter, et si possible inverser. C'est pourquoi il parle maintenant de défendre les « territoires historiques » de la Russie comme l'Ukraine.

[Suit ici un passage assez long, détaillé et très intéressant, que nous avons dû couper faute de place, qui retrace l'histoire de l'impérialisme russe de la chute de l'URSS jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Poutine, en passant par les années Eltsine. Nous encourageons les lecteurs anglophones à lire tout l'article.]

Alors pourquoi Poutine rassemble-t-il d'importantes troupes à la frontière ukrainienne pour la deuxième fois cette année ? Tout a commencé lorsque l'administration Biden a signé un accord pour fournir à l'Ukraine 125 millions de dollars d'armement en avril 2021. Le Pentagone a ouvertement déclaré qu'il s'agissait d'une « défense contre l'agression russe ». ²² Cet accord a été suspendu en juin, de sorte que les forces russes ont commencé à se retirer, mais le secrétaire américain à la défense, Lloyd Austin, a reconduit la moitié de l'accord lors d'une visite à Kiev en octobre. Le renforcement des troupes russes a donc repris. Et les États-Unis ne sont pas la seule puissance de l'OTAN à armer l'Ukraine. La Turquie a vendu des drones que l'Ukraine a utilisés en octobre pour détruire l'artillerie séparatiste à Louhansk.²³ Et les Britanniques, toujours à la recherche de marchés d'armes dans le monde entier, ont également participé à l'opération en vendant des missiles à l'Ukraine. Pour affirmer sa loyauté à l'égard de l'Alliance occidentale (c'est-à-dire pour s'attirer les faveurs de Washington), la Royal Navy a envoyé le destroyer de type 45, HMS Defender, sur une route délibérément provocatrice à moins de 5 miles des côtes de Crimée.²⁴

Poutine et l'Occident jouent ainsi à ce que l'on appelait, lors de la première guerre froide, la « politique de la corde raide ». Il s'agit d'un jeu à la fois théâtral et sérieux, qui risque toujours de tourner aux « malentendus ». Poutine a vu que les États-Unis ne peuvent plus être le gendarme du monde. Au cours des dix dernières années, ils se sont retirés de Syrie (la Russie a ainsi sau-

vé le régime Assad), d'Irak et d'Afghanistan, ne laissant derrière eux que chaos et misère. Il est conscient que l'Occident et l'Europe sont divisés sur la manière de contrer sa volonté de revenir sur les 30 dernières années d'expansion de l'OTAN. Il est également conscient de la faiblesse relative de la Russie face aux forces combinées de l'OTAN. L'armée ukrainienne de conscrits est la troisième plus grande d'Europe (plus de 700 000 hommes) et fait l'objet d'une réforme et d'une réorganisation qui, avec les armes nouvelles et sophistiquées des puissances de l'OTAN, la rendra plus efficace. Poutine craint que l'Ukraine ne soit bientôt assez forte pour récupérer le Donbass. Il sait aussi qu'il y a des situations dans lesquelles la neutralité est plus importante que l'action. Ainsi, dans le Caucase, en 2020, il est resté neutre dans la guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, permettant au soutien inconditionnel d'Erdogan à l'Azerbaïdjan d'entraîner une défaite rapide de l'Arménie.²⁵ Il semble avoir appris de l'Afghanistan – via l'aventure de Brejnev dans les années 1980 et la débâcle américaine après vingt ans dans ce pays – que toute action militaire doit être soudaine, courte et tranchante. L'avantage supplémentaire de cette situation est que les puissances occidentales n'ont pas de politique arrêtée sur la façon de traiter une politique russe plus agressive dans sa propre arrière-cour, et où il y a toujours la possibilité d'exploiter leurs divergences sur des questions telles que le Nord Stream 2.

Trump a notoirement aggravé ces divisions en critiquant certains des « alliés » les plus importants de l'OTAN. Depuis, M. Biden a rétabli de bonnes relations avec ses alliés européens, mais ceux-ci craignent toujours que les États-Unis ne concluent un accord avec Poutine sans les consulter et les laissent se débrouiller avec ses conséquences. Blinken, le secrétaire d'État américain a déjà concédé que Nord Stream 2 sera mis en service en 2022 (bien que le nouveau gouvernement allemand ne l'ait pas encore déclaré), tout en obtenant de la chancelière sortante Merkel qu'elle accepte l'éventualité de sanctions conjointes supplémentaires si la Russie commençait à interrompre l'approvisionnement en gaz de l'Ukraine.

Les États-Unis veulent vraiment se concentrer sur la menace bien plus dangereuse pour leur domination mondiale qui vient de la Chine. Bien que la rhétorique soit différente, « le pivot vers l'Asie », et la nécessité de couper les *faux frais* [en français dans l'original, ndt.] de son emprise impérialiste ailleurs, sont à peu près les seules questions qui unissent la majeure partie de la classe dirigeante américaine (de Trump à Biden). Dans le cadre de la nécessité de se concentrer sur la Chine, le retrait ignominieux d'Afghanistan a été négocié par l'administration Trump dont les concessions aux tali-

21 . Un point qu'il a répété encore dernièrement comme le rapporte le *Financial Times*. See digital.olivesoftware.com

22 . [nbcnews.com](https://www.nbcnews.com)

23 . [themoscowtimes.com](https://www.themoscowtimes.com)

24 . Le gouvernement britannique a d'abord tenté de nier que ce fut une provocation et que cela ne concernait que la Royal Navy, mais la découverte de documents du ministère de la Défense à un arrêt de bus dans le Surrey, laissés par le candidat ambassadeur auprès de l'OTAN, a révélé que c'est précisément ce qui a été discuté "au plus haut niveau" [bbc.co.uk](https://www.bbc.co.uk) L'ambassadeur n'a pas obtenu le poste !

25 . See [leftcom.org](https://www.leftcom.org)

bans ont sapé le gouvernement afghan²⁶ au point que seul un réengagement massif des troupes américaines aurait pu le préserver. Biden était tout aussi critique de la futilité de l'aventure afghane que Trump, et n'a donc rien fait pour empêcher la débâcle de Kaboul. Bien qu'il y ait beaucoup de fanfaronnades à propos des « lignes rouges » et des « conséquences graves pour les deux parties », la perspective de réunions à Genève en janvier et d'un face à face entre Biden et Poutine en février devrait garantir que le théâtre actuel autour de l'Ukraine se poursuivra au cours de la nouvelle année. Pour preuve, Poutine a retiré 10 000 soldats des « exercices » la veille de Noël, ce qui laisse encore environ 90 000 soldats à la frontière orientale de l'Ukraine et en Crimée. Toutefois, alors que les États-Unis se concentrent davantage sur la « menace chinoise » et souhaitent traiter la Russie séparément, cette distinction pourrait être plus difficile à maintenir au vu des récents développements entre ces deux États. L'année dernière en particulier, la Russie et la Chine ont cherché à renforcer leur coopération.

La Russie et la Chine vs les États-Unis

[Nous avons retiré ici deux paragraphes qui retracent les relations entre feu l'URSS et la Chine, puis présentent le développement de relations économiques étroites et croissantes entre la Russie et la Chine ces dernières années.]

Depuis 2014, les sanctions américaines contre les deux États ont fait en sorte que le rapprochement Chine-Russie aille au-delà de la coopération économique. Alors que les États-Unis se démenaient pour faire extraire les gens de Kaboul en août, les deux pays s'engageaient dans des « exercices conjoints à grande échelle pour la première fois sur le territoire chinois ».²⁷ En octobre, des navires de guerre chinois et russes ont organisé des manœuvres conjointes dans le Pacifique, complétant au passage un quasi-encercllement de l'île principale du Japon. Puis, le 19 novembre, les deux armées ont envoyé des bombardiers dans les zones de défense aérienne du Japon et de la Corée du Sud, « obligeant Séoul à faire décoller ses avions de chasse en réponse ».²⁸ Quatre jours plus tard, les ministres de la défense de la Russie et de la Chine ont signé une « feuille de route pour une coopération militaire plus étroite » pour les quatre prochaines années, en invoquant les menaces aériennes des États-Unis.²⁹ Le document ajoute que les deux pays partagent le désir de contrer l'idéologie américaine perçue comme étant « le militarisme, l'interventionnisme et l'imposition forcée des valeurs américaines aux autres pays ».³⁰ Et bien sûr, cette nouvelle alliance militaire est « une contribution à la

paix. »

Si cela semble familier, c'est parce que nous avons été soumis à exactement la même propagande de la part des États-Unis et de leurs alliés. Bien qu'ils restent les forces les plus puissantes de la planète, tant sur le plan économique que militaire, représentant ensemble 60% des dépenses mondiales en armement, ils veulent que cela reste ainsi. Comme Biden l'a clairement indiqué plus tôt cette année : « je veillerai à ce que la Chine n'atteigne pas son objectif de devenir le premier pays du monde, le pays le plus riche du monde et le pays le plus puissant du monde. »³¹

Toutefois, dans la région indo-pacifique, les États-Unis n'ont pas d'alliance comme l'OTAN, avec ses structures intégrées de commandement et de contrôle. En fait, la seule des alliances asiatiques conclues par les États-Unis qui dispose d'une telle structure est celle conclue avec la Corée du Sud. Pendant la guerre froide, les États-Unis ont tenté de créer un équivalent de l'OTAN dans la région, l'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est, ou SEATO. Cette organisation n'est toutefois jamais devenue une véritable alliance militaire et n'avait pas d'ennemi commun comme l'URSS en Europe ; elle a donc été dissoute en 1977. Les États-Unis tentent aujourd'hui d'inciter les alliés de l'OTAN à assumer une plus grande partie du coût des dépenses militaires contre la Russie dans leur propre arrière-cour, tout en essayant de créer une série d'alliances contre la Chine qui pourraient, à terme, correspondre au type de coopération étroite dont jouissent les États de l'OTAN.

Il n'est pas difficile pour les États-Unis de dresser l'épouvantail d'une « menace chinoise ». Les exercices militaires chinois simulant une invasion de Taïwan, ou le survol constant de l'espace aérien de Taïwan, viennent s'ajouter à l'image réelle d'une Chine s'affirmant toujours plus.³² La construction d'îles artificielles dans la mer de Chine méridionale, l'insistance sur le fait qu'il s'agit pratiquement de sa *Mare Nostrum* et les différends avec le Japon, le Vietnam, les Philippines et autres États de la région sont bien réels. La milice maritime chinoise (des centaines de bateaux de pêche armés) est utilisée pour faire valoir la revendication de la Chine de contrôler diverses îles, sans pour autant faire officiellement partie de l'appareil d'État.³³

Dans le même temps, les États-Unis intensifient également la question idéologique. La répression des Ouïghours au Xinjiang et le démantèlement de l'opposition démocratique à Hong Kong, ainsi que le contrôle de plus en plus autoritaire que le président Xi exerce sur le Parti communiste chinois, correspondent tous au discours américain « nous défendons la démocratie ». En fé-

26 . See leftcom.org

27 . militarytimes.com

28 . aljazeera.com

29 . militarytimes.com

30 . idem.

31 . Quoted in amp.theatlantic.com

32 . For a more detailed analysis of what is going on around Taiwan see leftcom.org

33 . aljazeera.com

vrier 2021, Biden l'a rendu plus explicite. « *Nous sommes à un point d'inflexion entre ceux qui affirment que (...) l'autocratie est la meilleure voie à suivre et ceux qui comprennent que la démocratie est essentielle.* »³⁴

En jouant sur ces menaces militaires et idéologiques, les États-Unis ont multiplié les alliances, tant formelles qu'informelles, dans le cadre de leurs manœuvres visant à conserver leur position dans le grand jeu de la domination mondiale. Parmi ces alliances, citons le Dialogue quadrilatéral sur la sécurité (Quad), qui regroupe les États-Unis, l'Australie, le Japon et l'Inde, l'organisation de partage des renseignements *Five Eyes*, qui regroupe les États anglophones des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Australie, du Canada et de la Nouvelle-Zélande, et, plus récemment, l'accord controversé conclu par les États-Unis avec l'Australie et le Royaume-Uni, AUKUS.

L'opération *Five Eyes* consiste essentiellement à ce que les États-Unis informent leurs alliés de ce qu'ils ont appris des avancées chinoises. Le Quad organise chaque année des manœuvres navales conjointes dans toute la région Asie-Pacifique depuis les années 1990. L'exercice 2020 a eu lieu au large de la côte de Malabar et a bénéficié de la présence des marines de la Nouvelle-Zélande, de la Corée du Sud et du Vietnam. C'est au cours de cet exercice que la création d'une « OTAN » pour la région Asie-Pacifique a été ouvertement discutée pour la première fois. Un pas supplémentaire vers une nouvelle alliance anti-chinoise dans le Pacifique a été franchi cette année avec la formation de l'AUKUS. Nos camarades australiens en ont résumé les objectifs :

« *Le 15 septembre, dans le cadre des efforts renouvelés déployés par les États-Unis sous la direction de Biden pour rassembler ses alliés contre la Chine, Biden, Morrison et Johnson ont signé le pacte AUKUS, qui prévoit non seulement que l'Australie construise désormais des sous-marins nucléaires au Corp d'Osborne, en Australie-Méridionale, mais aussi le renforcement de l'interopérabilité militaire, de nouvelles formes de réunions et d'engagements entre les ministres et les responsables de la défense et des affaires étrangères, ainsi qu'une coopération approfondie dans les domaines de la cybernétique, de l'IA appliquée, des technologies quantiques et des capacités sous-marines.* »³⁵

Et pour couronner l'année 2021, le Japon et les États-Unis ont maintenant concocté un plan en cas d'attaque chinoise sur Taïwan : « *selon ce plan, le corps des marines américain installerait des bases temporaires sur la chaîne d'îles Nansei qui s'étend de Kyushu - l'une des quatre îles principales du Japon - à Taïwan au stade initial d'une situation d'urgence à Taïwan et déploierait des troupes...* »³⁶

Ces alliances aident énormément à consolider la puis-

sance américaine, en particulier contre le défi croissant présenté par la Chine. Il y a beaucoup d'ironies dans cette situation contradictoire dans laquelle l'impérialisme est tombé. La montée en puissance de la Chine s'est fondée sur l'injection de doses massives de capital occidental qui n'a pas pu trouver des niveaux de profit suffisants chez lui après les années 1970. Les produits de base chinois bon marché, produits par la classe ouvrière chinoise fortement exploitée, ont non seulement permis aux économies occidentales de se restructurer face à une crise économique mondiale d'accumulation, mais ont également conduit à la création d'un géant économique qui affirme ouvertement qu'il deviendra la puissance dominante du monde d'ici 2049, défiant le pays même d'où provient son capital initial. Cela met certainement à mal la notion capitaliste selon laquelle le commerce, en particulier le « libre-échange », favorise une paix durable, mais toute l'histoire de l'impérialisme l'a déjà amplement démontré. L'Occident est choqué par le fait que l'adoption du « marché » par la Chine n'a pas automatiquement conduit à l'effondrement du pouvoir du parti communiste. On a supposé qu'elle suivrait le chemin de l'URSS. Plus de trente ans après le massacre de Tiananmen, le pouvoir du Parti semble plus fort que jamais.

La véritable crainte des États-Unis est que la croissance économique de la Chine lui permette de renverser le rapport de force existant. Pour l'instant, cela semble bien loin et le dollar règne toujours en maître dans le commerce mondial, sans rival sérieux, comme c'est le cas depuis 1945. Cependant, certains signes sont inquiétants pour les États-Unis. L'initiative chinoise « *Belt and Road* », déjà analysée dans ces pages. Mais aujourd'hui 142 États y ont adhéré de manières diverses. Il y a des problèmes avec beaucoup de ces pays, mais le projet se poursuit. Dans le même temps, le retrait de Trump du Partenariat transpacifique a ouvert la porte à la Chine pour parrainer un bloc commercial alternatif, le Partenariat économique global régional (RCEP).

« *Le bloc commercial RCEP est le plus important au monde, tant en termes de population que de PIB, puisqu'il représente environ 30 % du total mondial dans chaque cas. Les pays membres du RCEP sont l'Australie, Brunei, le Cambodge, la Chine, l'Indonésie, le Japon, le Laos, la Malaisie, le Myanmar, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, Singapour, la Corée du Sud, la Thaïlande et le Vietnam. Cela équivaut à une valeur de marché de près de 25 000 milliards de dollars américains et à une base de consommateurs totale d'environ 2,5 milliards, dont environ un milliard de consommateurs de classe moyenne. C'est à peu près l'équivalent de 3 x les États-Unis.* »³⁷

Le bloc commercial vise à réduire à zéro les droits de douane sur 92 % des biens échangés par ses membres. Même si de nombreux économistes pensent que cela ne

34 . Also quoted at amp.theatlantic.com

35 . leftcom.org

36 . theguardian.com

37 . silkroadbriefing.com

représentera pas grand-chose, cela pourrait changer la donne. La Chine s'est remise de la pandémie plus rapidement que prévu. Ses exportations annuelles ont augmenté de 22 % en novembre 2021, ce qui représente sa plus forte croissance en dix ans. En revanche, le secteur immobilier chinois est en crise après la défaillance du conglomérat Evergrande le 6 décembre dernier. Le secteur immobilier chinois représente environ un tiers de la production économique totale, ce qui ne manquera pas d'avoir un effet négatif sur les chiffres de la croissance globale pour 2022.

Même sans la pandémie, la situation actuelle n'est pas aussi prévisible que la rivalité d'après-guerre entre l'URSS et les États-Unis. Alors que Poutine tente ouvertement de rétablir l'équilibre des forces aux frontières sud et ouest de la Russie³⁸, les États-Unis ont également qualifié la Chine de puissance « révisionniste ». À eux seuls, les États-Unis disposent toujours, du moins sur le papier, d'une puissance militaire suffisante pour affronter non seulement la Russie et la Chine, mais aussi les cinq autres puissances mondiales. Leur budget militaire passera à 750 milliards de dollars cette année, mais alors que ce chiffre représentait 6 % de leurs dépenses à l'époque de Reagan, il en représente aujourd'hui 15 %. Il est peu probable qu'il diminue étant donné à la fois la gravité de la menace perçue (naturellement évoquée par les militaires et les industries qui obtiennent les contrats) et le développement constant de nouveaux types d'armement. En fait, une course aux armements dans le domaine de la cyberguerre, de la guerre des drones et des systèmes de défense antimissile se poursuit à un certain rythme, le tout motivé par la crainte de perdre un avantage stratégique dans un domaine quelconque.

Le plus inquiétant est l'idée de plus en plus répandue parmi les militaires que des armes nucléaires tactiques à faible rendement pourraient être utilisées sur le champ de bataille. En février 2020, les États-Unis ont mené un exercice militaire simulant l'utilisation d'une arme nucléaire lancée par un sous-marin contre la Russie³⁹ (qui, selon les renseignements américains, envisage également cette possibilité). En outre, la Chine dispose de nouvelles armes qui pourraient neutraliser la supériorité des États-Unis en matière de porte-avions, comme le missile « tueur de porte-avions » Dongfeng-41 (*East Wind*)⁴⁰, tandis que son récent essai d'un véhicule hypersonique⁴¹, qui aurait lancé un missile en se déplaçant à cinq fois la vitesse du son, n'a fait qu'intensifier la course aux armements. La question

que l'on peut se poser est « où cela nous mène-t-il » ? Les armes ne se mangent pas et ne peuvent pas être utilisées pour créer quoi que ce soit. En tant qu'outils, elles ont une utilité limitée pour la chasse à la faune et à la flore sauvages en déclin de la Terre, mais à part cela, elles ne font que rapporter de l'argent à ceux qui les vendent aux nombreuses parties belligérantes dans les conflits « locaux » du monde, du Sahel et de la Syrie à l'Éthiopie et au Yémen. Ils apportent la misère à des millions de personnes, mais l'ampleur de la souffrance actuelle n'est rien comparée à ce que le système est en train de préparer.

Le boom qui a suivi la Seconde Guerre mondiale reposait sur la destruction massive de capital, qui a permis le démarrage d'un nouveau cycle d'accumulation. L'ampleur de cette destruction était suffisante pour qu'aucune puissance ne s'engage à la légère dans une guerre généralisée. Les coûts devaient être pesés dans la balance. Cependant, le boom a pris fin au début des années 70, et le système a titubé d'un expédient à l'autre pour survivre. Le transfert d'une grande partie de la capacité de production vers la Chine n'était que l'un d'entre eux, mais aujourd'hui, cela a simplement reproduit une rivalité impérialiste du type le plus dangereux, avec de nouvelles alliances et une nouvelle course aux armements hautement sophistiquée dans de nombreux domaines. Il est impossible de prévoir quand cela débouchera sur un conflit plus généralisé, bien que l'amiral Davidson, l'ex-récent chef du commandement américain pour l'Indo-Pacifique, ait ouvertement déclaré que ce serait dans « les six prochaines années » (tout en appelant, bien sûr, à une augmentation du budget militaire).⁴² Le système nous entraîne inexorablement sur cette voie plus que dangereuse. L'étincelle réelle pourrait ne pas être l'Ukraine ou Taïwan, mais en ces temps incertains, rien ne peut être exclu. Il s'agit d'une lutte pour la maîtrise de la planète, et elle ne disparaîtra pas. Comme l'ont conclu nos camarades italiens dans un récent article sur Taïwan :

« Il est évident que le capitalisme prépare un nouveau conflit d'importance mondiale et n'a pas peur de pousser la planète au bord du gouffre, non seulement sur le plan environnemental, mais aussi, désormais ouvertement, sur le plan économique et social. Même si c'est parfois inconscient, le capitalisme poursuit l'idée que tout être humain sensé déteste et rejette instinctivement l'idée de la destruction, comme son salut, sa résurrection. En dévalorisant le capital et en obtenant la "destruction créatrice" tant désirée selon la fameuse définition de Schumpeter, le capital aurait alors ouvert la voie pour relancer un nouveau cycle d'accumulation comme après les guerres précédentes, sans se soucier des effets que cette "régénération" aurait sur la planète et sur sa population... »⁴³

Communist Workers' Organisation, février 2022

38 . Of which the rapid use of Russian and Belarusian troops to save the government in Kazakhstan from a "popular uprising" is another example.

39 . theguardian.com

40 . businessinsider.com

41 . theguardian.com

42 . news.usni.org

43 . leftcom.org

Lutte contre l'opportunisme

24^e congrès du CCI : la barque de la Décomposition prend l'eau

L'article sur le 24^e congrès du CCI qui suit va très certainement conforter ceux qui croient que nous faisons une fixette obsessionnelle sur cette organisation. Pourtant, ce n'est pas de notre fait si les autres composantes du camp prolétarien ne tiennent que peu de congrès, conférences ou encore réunions générales. Lorsque c'est le cas, nous essayons tout autant d'en prendre connaissance, d'en discuter et de nous prononcer sur leurs résultats⁴⁴. En effet, cohérents et conséquents avec notre position sur la question – historiquement cruciale – du parti communiste international, nous considérons que les congrès et conférences des autres groupes communistes et révolutionnaires sont parmi les moments les plus hauts de la vie du prolétariat et du combat pour le parti. Il est donc de notre devoir de nous occuper et d'intervenir dans les « affaires politiques » des autres groupes du camp prolétarien au sein duquel se livre l'essentiel de la bataille théorique, politique et organisationnelle pour le parti de demain. Il n'est pas de meilleur moyen pour confronter et clarifier les positions politiques des uns et des autres, y compris les « siennes », et ainsi préparer l'armement programmatique du futur parti mondial du prolétariat.

Le CCI a publié sur son site web quatre rapports⁴⁵, une Résolution sur la situation internationale⁴⁶ et un bilan du congrès⁴⁷. Celui-ci devrait, normalement, nous présenter le bilan dressé des activités de l'organisation, les enjeux du congrès et les perspectives qu'il met en avant pour la période qui vient.

Un « bilan positif » ? Vraiment ?

D'emblée, le lecteur, et nous avec lui, est rassuré sur le premier point : « le CCI a tenu son 24^e congrès international et nous tirons un bilan positif de celui-ci. » Malheureusement, on reste sur sa faim car la seule référence au bilan des activités passées est la suivante : « le congrès a dressé un bilan positif de l'activité de l'organisation au cours des deux dernières années, en soulignant notamment la solidarité avec tous les camarades touchés par la pandémie ou

par les graves conséquences économiques du confinement. » Rien d'autre. C'est plutôt maigre quant aux activités politiques réelles du CCI même si nous sommes très contents – qui ne le serait pas ? – de savoir que les camarades atteints par le Covid ont été soutenus par les autres. Mais qu'en est-il des orientations politiques que le congrès précédent avait adoptées, « *défense de l'organisation, combat contre le parasitisme, développement du marxisme, capacité d'analyse et d'intervention face à l'évolution de la situation mondiale.* »⁴⁸ ?

Le CCI a-t-il réussi à contrer le « parasitisme » qui avait réussi à « *construire un mur autour du CCI, [à] l'isoler des autres groupes communistes et [à] détourner les nouveaux éléments qui surgissent de s'intéresser à [lui]* » ? A-t-il pu développer avec succès le « *combat déterminé et sans répit contre le parasitisme (...), axe essentiel et à long terme de l'intervention du CCI [qui] doit être une lutte politique et organisationnelle ouverte et continue contre le parasitisme afin de l'éliminer* [nous soulignons] *du milieu politique prolétarien et d'éduquer les éléments en recherche sur son danger.* » ? A-t-il su aussi corriger ses propres déviations sectaires et opportunistes dans sa lutte contre le parasitisme qu'il avait lui-même relevées au congrès précédent⁴⁹ ? Voilà ce qu'il en dit aujourd'hui : « *l'expérience de ces deux dernières années concernant la défense de l'organisation contre les attaques du parasitisme et pour la rupture du cordon sanitaire dont il entoure le CCI montre que la lutte contre l'opportunisme et le sectarisme implique la connaissance et la défense de notre histoire.* » (Bilan du congrès) On appelle cela *parler pour ne rien dire*. Une phrase vaseuse, pompeuse et vide parmi tant d'autres dont nous épargnerons au lecteur la litanie. Il est donc difficile de tirer un bilan positif quant à la *défense de l'organisation et le combat contre le parasitisme*.

Alors, nul doute que le positif se trouve dans la *capacité d'analyse et d'intervention face à l'évolution de la situation mondiale* – pour l'instant, laissons de côté l'ambitieux *développement du marxisme*. Le texte bilan n'en dit pas grand-chose. Mais le rapport sur la lutte de classe internationale⁵⁰, si on se donne la peine et le temps de le lire, fournit quelques indications précieuses sur ce plan des activités du CCI. Il relève « *des faiblesses dans l'application*

44 . cf. Révolution ou guerre #5, Sur l'Assemblée générale de Battaglia comunista, 2016 (<http://igcl.org/Assemblee-generale-du-PCint>)

45 . Sur la pandémie et le développement de la décomposition ; sur la lutte de classe internationale ; sur la crise économique ; et un spécifique sur les tensions impérialistes, appelé *Rapport de novembre*.

46 . <https://fr.internationalism.org/content/10545/resolution-situation-internationale-2021>

47 . <https://fr.internationalism.org/content/10639/comprendre-situation-historique-et-preparer-lavenir>

48 . CCI, Bilan du 23^e congrès (<https://fr.internationalism.org/content/10065/responsabilites-des-revolutionnaires-periode-actuelle>)

49 . Idem. cf. aussi Révolution ou guerre #12, Bilan et perspectives du 23^e Congrès du CCI, 2019 (<http://igcl.org/Bilan-et-perspectives-du-23e>)

50 . <https://fr.internationalism.org/content/10522/rapport-lutte-classe-internationale-au-24eme-congres-du-cci>

de notre cadre politique », « l'absence du cadre de la décomposition », remontant bien avant le 23^e congrès, et « des faiblesses plus générales (...) déterminant ses analyses et prises de position. » En particulier, il met en lumière une approche immédiatiste qui « était certainement l'anti-chambre de l'opportunisme, le point de départ d'un glissement vers l'opportunisme et l'abandon des positions de classe. » Les faiblesses sont loin d'être mineures donc. Ce rapport, décidément très critique, relève que « la dérive [de la position du CCI] sur le mouvement des jeunes contre la destruction écologique a montré un oubli du point 12 de [la] plateforme. (...) Le tract et l'article du CCI en Belgique sont des exemples flagrants d'opportunisme. Cette fois, il ne s'agit pas d'opportunisme en matière d'organisation, mais d'opportunisme par rapport aux positions de classe telles qu'exposées dans notre plate-forme » Rien que cela ! Il va même jusqu'à tirer un bilan négatif du précédent congrès. « Nous pouvons dire que le rapport sur la lutte des classes au 23^e congrès n'était pas sans ambiguïté à ce niveau [le mouvement écologiste]. » Et en plus, ce rapport – adopté par le congrès, rappelons-le – « est en contradiction avec ce qui est dit au point 12 de la plateforme. » N'en jetez plus s'il vous plaît, la barque est pleine.

Donc, à lire les rapports, le bilan des activités du CCI depuis le 23^e congrès est loin, très loin, d'être positif. Le CCI serait donc tombé régulièrement dans l'opportunisme, tant dans la défense de l'organisation que dans l'analyse et l'intervention dans la situation. Au point de trahir sa plateforme ! Nous pourrions être satisfaits de voir qu'enfin le CCI lui-même relève les dérives opportunistes que nous dénonçons depuis notre constitution et à la suite de l'ex-Fraction interne du CCI. Mais l'opportunisme dont il est fait mention ici n'est que « l'oubli du cadre de la décomposition et du parasitisme » et non le cadre lui-même.

Quel enjeu ? Colmater les brèches dans la coque du bateau Décomposition...

« Le 24^e congrès du CCI (...) avait la responsabilité de confirmer le cadre d'analyse sur la décomposition du capitalisme » (Bilan du congrès) et « de "tester" le cadre théorique de la décomposition » affiche le préambule de la Résolution sur la situation internationale⁵¹. Tous les rapports sont axés sur la défense de cette théorie. Reprenant la méthode de la spéculation idéaliste mise à nu en leur temps par Marx et Engels, ils réduisent tous les événements de la situation historique à la catégorie Décomposition. Un exemple ? « La croissance extraordinaire de la Chine est elle-même un produit de la décomposition », pour ne citer qu'un des plus caricaturaux. Sans doute sa dimension dialectique doit-elle échapper à beaucoup, y compris en interne. Or, ne voilà-t-il pas que depuis le précédent

congrès un membre⁵² s'aventure à remettre en question quelques positions découlant de la Décomposition sur la dynamique de la situation historique. Visiblement, sa reconnaissance empirique des faits ne lui permet pas de les faire rentrer dans les catégories chaos et chacun-pour-soi, caractéristiques principales de la Décomposition selon le CCI. Voilà comment l'article-bilan présente les termes des divergences :

« La polarisation des tensions impérialistes, principalement entre les États-Unis et la Chine, ne prépare-telle pas le terrain pour une troisième guerre mondiale ? Les mesures brutales de confinement prises par les États ne seraient-elles pas un moyen caché de préparer les populations à la guerre impérialiste ? La pandémie serait-elle simplement un phénomène "socio-naturel" que les États peuvent exploiter à des fins de contrôle de la population ou, au contraire, exprimerait-elle et accélérerait-elle la décomposition générale du capitalisme ? Comment le prolétariat pourrait-il faire face à cette grave situation historique ? Aurait-il d'abord besoin d'une conscience claire de ce qu'est le communisme ? Ou bien la situation nécessiterait-elle le développement de ses luttes sur son terrain de classe et le renforcement ainsi que la clarté de ses organisations communistes ? » (Bilan du congrès)

Ce faisant, et tout en affirmant son accord avec la théorie de la Décomposition, il remet en cause ses implications politiques. Limitons-nous ici aux trois premières interrogations – les dernières sur la lutte des classes et le prolétariat requérant des développements et une critique radicale des deux positions qui dépasseraient les limites de cet article. Au nom de la Décomposition, le CCI n'a-t-il pas écarté définitivement toute perspective de troisième guerre mondiale lors de son 17^e Congrès en 2007 ? Le chaos et le chacun pour soi provoquant « la montée du populisme et la perte de contrôle politique de la classe dirigeante », comment cette dernière perdant tout contrôle pourrait-elle « préparer les populations à la guerre impérialiste » et utiliser la pandémie contre le prolétariat ? Nous ne pouvons pas non plus revenir ici sur notre critique de la théorie de la Décomposition. Mentionnons juste que le chaos, ou l'anarchie, tout comme le chacun-pour-soi ne sont pas le propre de la période actuelle dite de Décomposition, mais du mode de production capitaliste comme un tout, depuis ses origines – « l'homme est un loup pour l'homme » (Hobbes) – jusqu'à l'impérialisme et le capitalisme d'État dominants de notre époque. En ce sens, aujourd'hui et depuis le début du 20^e siècle, chaos et chacun-pour-soi n'excluent pas la polarisation impérialiste et la perspective, ou dynamique, vers la guerre impérialiste généralisée mais en sont au contraire des facteurs et des moments ; plus exacerbés et profonds sont l'anarchie et le chacun-pour-soi au plan de la défense de chaque capital national contre les autres, plus forte est la pression vers la pola-

51 . Résolution sur la situation internationale du 24^e Congrès (<https://fr.internationalism.org/content/10545/resolution-situation-internationale-2021>).

52 . Ayant pourtant participé activement à imposer le cours opportuniste qui s'est emparé du CCI lors de sa crise de 2001.

risation impérialiste et la guerre généralisée.

La mise à nu de la méthode métaphysique, donc anti-dialectique, utilisée pour défendre la Décomposition suffit pour évaluer la réalisation de l'orientation « *développement du marxisme* ». L'échec est patent et le bilan *néгатif*. Donc, après examen des documents publiés, ne reste plus que « *la solidarité avec tous les camarades touchés par la pandémie* » dans la colonne *positive* du bilan...

Quelles perspectives ? Liquider la lutte des classes...

« *La perspective du communisme est dans la préparation de l'avenir. (...) Le 24e Congrès a eu pour vocation de préparer l'avenir* » conclut l'article sur le bilan du congrès. On pourrait tout aussi bien dire « *la préparation de l'avenir est dans la perspective du communisme* » que la vacuité du propos n'en serait pas moindre. Les perspectives de la lutte des classes ? « *La question centrale est de savoir si le prolétariat a déjà été tellement submergé par l'avancée implacable de la décomposition que son potentiel révolutionnaire a été effectivement sapé.* » Une autre phrase vide ? Non, est ici introduit l'idée que le prolétariat est opposé non à la bourgeoisie, force historique matérielle réelle, mais à la Décomposition, à l'idée, à son concept – nous y revenons plus bas. Et quant à *la construction et la défense de l'organisation*, « *la lutte contre l'opportunisme dans les organisations de la gauche communiste, en lien avec celle contre le parasitisme, sera importante dans la prochaine période.* » Bref, comme unique orientation concrète, nous avons exactement la même, la lutte contre le parasitisme, que lors du précédent congrès.

Le 24^e congrès n'avait donc rien à dire au prolétariat. Son seul objet : défendre la Décomposition pour la propre survie du CCI. Car le jour où elle s'effondre, outre la condamnation définitive de deux à trois décennies d'une politique opportuniste et de pratiques sectaires menées en son nom, c'est l'organisation elle-même qui explosera ou implosera. Or, cette théorie d'ordre idéaliste – comme nous n'avons cessé de le dire et de le répéter – mène à l'impasse du point de vue prolétarien car elle liquide le principe fondamental du marxisme et du mouvement ouvrier, celui de la lutte des classes comme moteur de l'histoire. En cela, le CCI peut encore polluer la réflexion des jeunes générations de révolutionnaires en quête de réappropriation historique et de cohérence programmatique, mais sans expérience. Mettre en lumière et dénoncer la liquidation du principe de la lutte des classes par le CCI peut aider à

leur réflexion ; et prévenir l'ensemble des composantes du camp prolétarien contre toute concession, ou absence de vigilance, sur les thèmes idéalistes et opportunistes avancés par le CCI.

« *La phase de décomposition contient en effet le danger que le prolétariat échoue tout simplement à répondre et soit étouffé sur une longue période – une “ mort par mille coups ” plutôt qu'un affrontement de classe frontal.* » (nous soulignons) Le prolétariat pourrait donc être battu non pas par la bourgeoisie, force sociale réelle et active, mais par la Décomposition, par la « *désintégration interne* » du capitalisme. Une formule maladroite ? Non une position sans cesse réaffirmée : « *pour mettre fin à la menace que constitue la décomposition, les luttes ouvrières de résistance aux effets de la crise ne suffisent plus : seule la révolution communiste peut venir à bout d'une telle menace* [celle de la décomposition, pas celle de la bourgeoisie et de sa solution à la crise, à savoir la guerre généralisée]. » Cette démarche idéaliste et spéculative, réduisant tout à la décomposition, entraîne inévitablement le CCI sur un terrain a-classiste et moral, sur le terrain bourgeois : « *Ainsi, le drame auquel l'humanité est confrontée se pose effectivement en termes d'ordre contre chaos* [!]. » (Résolution sur la situation internationale, nous soulignons)

La lutte des classes – entre les classes – disparaît donc au profit de celle entre l'ordre et le chaos. Le rêve du petit-bourgeois apeuré par la réalité chaotique – de son point de vue – due à l'exacerbation des contradictions capitalistes et la lutte des classes réelle est enfin réalisé par le CCI apôtre de l'Ordre et nostalgique d'un temps révolu et mystifié. Or l'ordre et le chaos capitalistes, loin de s'exclure, se nourrissent l'un l'autre pour maintenir la domination du capital et l'exploitation du prolétariat. L'ordre et le chaos de la lutte prolétarienne – pour reprendre les catégories utilisées par le CCI de la Décomposition – se nourriront l'un l'autre pour que le prolétariat international réalise son insurrection violente contre l'État bourgeois, le détruit, puis instaure et exerce sa dictature de classe, nouvel ordre prolétarien – et assurément chaos anarchique pour la classe dominante – tant que le communisme ne sera pas définitivement établi. Mais dans ce cas, le CCI et sa Décomposition auront été depuis longtemps engloutis sous les flots tumultueux de l'histoire. C'est précisément l'issue fatale qu'annoncent les voies d'eau inondant la barque de la Décomposition et que le 24^e congrès a essayé de colmater.

GIGC, décembre 2021

Débat au sein du camp prolétarien

Premiers commentaires et débats autour de notre plateforme politique

La publication de notre plateforme (PF) a induit de nombreuses réactions et commentaires. Il est encore prématuré pour pouvoir en faire une présentation utile dans ce numéro de la revue, ne serait-ce que du fait de leur diversité et hétérogénéité. L'usage immodéré de Facebook et autres réseaux sociaux, qui ne permettent pas de développer de véritables argumentations, n'aide pas, loin s'en faut – les "likes", nombreux, n'ayant pas grand intérêt du point de vue de la confrontation et de la clarification des positions, et encore moins d'un point de vue militant, de l'engagement militant. Sans doute aussi la réflexion de beaucoup est-elle encore en cours. Parmi les réactions argumentées, suffisamment développées et dont la longueur permet la publication, nous avons sélectionné la lettre ci-après suivie de notre réponse.

Au préalable, nous voudrions pointer deux observations, critiques potentielles, qui sont adressées à notre document afin d'essayer d'éclaircir la véritable signification de son adoption et publication. Pour l'essentiel, elles proviennent de groupes, cercles, ou encore militants appartenant, ou ayant appartenu, au camp prolétarien. En ce sens, elles ont une valeur toute particulière pour nous. La première, faite par plusieurs⁵³, assimile notre plateforme à celle du CCI : la PF « manque à mes yeux d'une certaine uniformité théorique : si les premiers paragraphes (1-9) sont exempts de toute trace de "luxembourgeoisisme", de "conseillisme" et de "kaapédisme" que l'on trouve chez le CCI et dans ses conceptions démocratiques et mécanistes des relations entre le parti et la classe, cependant dans la seconde partie du document certaines formulations et conceptions m'apparaissent être reprises du corpus doctrinal du CCI. » (Jr) La deuxième : en adoptant une nouvelle plateforme, le GIGC se présenterait et aspirerait à être un nouveau pôle de regroupement international, comme une alternative, voire en concurrence – pour les plus contaminés par la vision et le mal sectaires – avec la Tendance Communiste Internationaliste. Il romprait ainsi avec ses orientations antérieures vis-à-vis du camp prolétarien et du combat pour le parti.

Les deux observations méritent réflexion et clarification. La première peut faire preuve de pertinence, du moins à l'issue d'une lecture rapide de la PF, et nous ne

la rejetons pas d'un revers de main. Pour autant, notre intention – et nous croyons que la PF répond à notre attente – était, et continue d'être, de remettre l'ensemble des positions, ou frontières, de classe, que la plupart des groupes communistes d'aujourd'hui partagent, dans un cadre programmatique et une démarche politique différentes de celle de la PF du CCI, d'ordre économiste-conseilliste, et avec une plus grande cohérence et fermeté de principe que celle de la TCI⁵⁴. En ce sens, d'un point de vue programmatique et politique, nous pensons que la première n'est plus adaptée à la situation d'aujourd'hui, celle des années 2020, et la seconde incomplète et insuffisante. Le lecteur qui a lu notre critique de la PF du CCI⁵⁵ aura relevé que la faiblesse principale, centrale, qui la rend inadaptée aujourd'hui est sa démarche economiciste que l'on peut résumer par la présentation et l'explication des frontières de classe, sur les syndicats, le parlementarisme, les luttes de libération nationale, etc., uniquement par l'opposition entre les périodes d'ascendance et de déclin du capitalisme, opposition réduite de plus, et principalement, à *le capitalisme pouvait accorder des réformes et le capitalisme ne peut plus accorder des réformes*. La cohérence, indéniable de la PF du CCI, est basée sur une vision economiciste et fataliste qui est, elle-aussi, cohérente avec sa vision conseilliste qui se révèle de manière manifeste dans ses points sur le parti et la conscience de classe. Notre PF, au contraire, essaie de fonder la cohérence et l'explication des frontières de classe à partir et autour de la question du parti et de la conscience de classe, et donc de l'histoire de la lutte des classes elle-même. Nous n'avons rien inventé. Nous avons juste été convaincus de la justesse politique de la démarche de principe des PF successives que la Gauche dite d'Italie avait adoptée, en particulier en 1945 et en 1952. Et nous avons essayé de la reprendre à notre compte pour la période contemporaine, jugeant que le parti de demain ne pourrait se fonder que sur cette démarche et ces principes.

La deuxième observation est elle-aussi pertinente et nous nous sommes nous-mêmes inquiétés des implications et responsabilités politiques qu'une plateforme relativement développée et argumentée, prétendant dépasser les insuffisances historiques des plateformes des années 1970 (CCI) et 1980 (TCI)⁵⁶ pouvaient et ne

53 . La revue *Présence marxiste* (uniquement en français), largement méconnue aujourd'hui dans la mesure où les camarades qui l'animent n'utilisent ni internet, ni même le numérique, nous a adressé dix-huit pages dactylographiées que nous ne pouvons pas reproduire dans la revue. Elle aussi reprend cette observation critique.

54 . *Révolution ou guerre* #17, Prise de position sur la PF de la TCI (<http://igcl.org/Prise-de-position-sur-la>)

55 . *Révolution ou guerre* #18, Prise de position sur la PF du CCI, (<http://igcl.org/Prise-de-position-sur-la-671>)

56 . Fondamentalement, la plateforme de 2020 de la TCI est la

manqueraient pas d'avoir *objectivement* sur nos orientations et activités politiques. Si dès la constitution du GIGC en 2013, nous étions conscients que les positions de base que nous avons adoptées pour asseoir orientations et interventions, exigeraient « *des développements et une argumentation plus importants dans le futur* », c'est surtout l'évolution de la situation historique qui a rendu indispensable et urgent l'élaboration d'un nouveau document : les discussions avec des camarades posant leur candidature pour adhérer au groupe nous obligeaient à prendre nos distances avec les positions de base les plus conseillistes reprises du CCI ; le développement de la situation historique, en particulier les pressions de plus en plus fortes et directes de l'alternative révolution ou guerre sur la situation immédiate, tout spécialement sur les conditions du développement de la lutte des classes, révélait les insuffisances des PF auxquelles nous nous référions jusqu'alors, en particulier sur la question de la conscience de classe et du parti, pour pouvoir s'orienter face aux premiers souffles de la tempête qui vient.

La décision d'adopter la plateforme ne fut donc pas guidée par une volonté ou un plan quelconque pré-établi, mais nous fut de fait imposée comme une nécessité urgente. À cela, s'est ajouté bien évidemment le bilan pour le moins limité d'une de nos principales orientations, adoptée en 2013 et qui fondait en partie la constitution du groupe, celle de *regroupement autour de la TCI, seule en capacité d'exercer le rôle central de pôle de regroupement international*.⁵⁷ Il faut bien reconnaître que nous n'avons jamais réussi à convaincre les camarades de la TCI d'assumer de manière plus conséquente et « historique » la tâche que les circonstances lui conféraient, **et lui confèrent encore aujourd'hui**, celle de pôle actif et déterminant de *regroupement* – les camarades de la TCI utilisent plus volontiers le terme de *référence*. Selon nous, trop souvent la TCI se contente de la simple adhésion de nouveaux membres dans ses rangs et négligent de prendre en charge et d'orienter les débats et le processus de clarification politique, tout comme celui de réappropriation historique du patrimoine de la Gauche communiste, **vis-à-vis de l'ensemble des forces et militants qui émergent**, y compris celles et ceux qui ne sont pas susceptibles de rejoindre ses rangs de manière im-

médiate. Il ne fait guère de doute que cette faiblesse – du camp prolétarien comme un tout, pas seulement de la TCI – nous contraint à essayer, beaucoup plus modestement, de combler cette absence. En ce sens aussi, nous avons besoin d'une plateforme suffisamment développée et précise même si nous ne désespérons pas de convaincre la TCI un jour, et surtout – plus probable encore – qu'elle soit convaincue par le développement même de la situation historique.

Pour autant, assumer en partie ce qui devrait revenir en premier lieu à la TCI selon nous, n'enlève rien à la position et la responsabilité particulière et centrale qu'elle occupe toujours aujourd'hui dans le camp prolétarien. En ce sens, l'adoption de notre plateforme n'induit qu'un changement tactique immédiat, et secondaire, de notre intervention générale vis-à-vis du camp prolétarien. Aurions-nous la prétention d'être le pôle historique, ou l'un des pôles, de regroupement international, que ce serait se payer de mots et ne pas prendre en compte la réalité du camp prolétarien, du *parti en devenir*, et notre propre réalité. Nous en avons conclu, depuis un certain temps déjà, et le lecteur averti s'en sera rendu compte, que nous devons essayer de *débattre* et *confronter* les positions présentes dans le camp prolétarien, y compris celles de la TCI, sans... les composantes de ce camp, dont la TCI. Il en résulte un manque et une faiblesse pour le camp comme un tout. Mais nous sommes convaincus que sans la confrontation des positions – que les camarades de la TCI ne considèrent que comme des polémiques inutiles – le combat pour le parti et donc pour son programme et sa plateforme ne pourra qu'échouer lamentablement.

Un exemple ? Il suffit de voir les conditions qui prévalèrent à la constitution de la plupart des partis communistes au tout début des années 1920 et le mal congénital de l'opportunisme qui en résulta dans la plupart des partis de l'Internationale. Deux exceptions : celle de la fraction bolchevique réunie autour de la figure du polémiste insatiable qu'était Lénine ; et celle du parti communiste d'Italie suite aux polémiques et aux combats incessants de la Fraction abstentionniste réunie autour de la figure de Bordiga. Notre plateforme répond donc à deux nécessités : que le parti de demain puisse être au niveau des enjeux historiques grâce à la clarté de son programme et de ses positions ; préparer le regroupement historique des forces communistes en assumant dès aujourd'hui la confrontation et clarification des positions existantes qui, en dernière instance, correspondent toujours à des problèmes et des enjeux que le prolétariat trouve et trouvera sur le chemin de l'insurrection et de sa dictature de classe.

Révolution ou guerre

plateforme qui fut adoptée lors de la constitution du BIPR en 1982 par le PCint-Battaglia comunista et la CWO (Communist Workers Organization).

57 . Nous ne pouvons faire ici le bilan précis de nos relations, toujours fraternelles devons-nous préciser, avec la TCI. D'autant que celle-ci afficha des positions et des attitudes successivement contradictoires, nous demandant de nous dissoudre lors de sa première réaction à la constitution du GIGC – qu'elle voyait comme un concurrent direct à son groupe canadien d'alors, le GIO –, puis saluant notre honnêteté et nos expressions de fraternité militante, répondant à certains débats que nous posions, pour ensuite nous voir de nouveau comme des rivaux dans la quête de militants, en particulier en Amérique du nord.

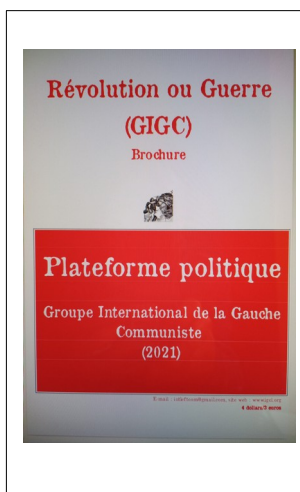
Lettre du camarade Achille : pourquoi ignorer le legs de la Gauche germano-hollandaise ?

Tout d'abord, je tire mon chapeau au GIGC car c'est un document remarquable, à la fois clair et précis et avec la rigueur habituelle des textes du GIGC. Sur de nombreux points, je trouve que c'est une véritable avancée, en particulier sur la fonction du parti et ses rapports avec la classe, le rôle de chacun avant la révolution et pendant la période de transition. Les points concernant les frontières de classe (exception faite de celui sur les luttes parcellaires, j'y reviendrai) sont particulièrement bien écrits et complets. Je ne changerai pas quoi que ce soit à ceux sur le syndicalisme et les luttes de libération nationale. Malgré tout cela, j'ai quand même quelques interrogations.

La première concerne l'abandon de la revendication de l'héritage de la gauche germano-hollandaise. Cela ne constitue pas tellement une surprise notamment au vu de votre dernière critique de la plateforme du CCI mais je ne comprends pas bien cette position. On ne saurait réduire la gauche germano-hollandaise à l'idéologie qu'elle a produite, dans les années 30, sous le poids de la contre-révolution et de la démoralisation qui s'en est suivie : le conseillisme. Je ne pense pas que ce soit votre point de vue, alors pourquoi ? L'apport de la gauche germano-hollandaise est considérable, de nombreuses leçons sont à tirer de son expérience pratique et théorique. On lui doit notamment les premières critiques du syndicalisme (malgré ses limites), une vision du parti en rupture avec celle de la social-démocratie... La réponse à Lénine de Gorter a été un texte essentiel dans mon parcours, d'autres de Pannekoek aussi. Certains détracteurs du CCI (originel) lui reprochaient l'impossible synthèse entre la gauche germano-hollandaise et la gauche italienne, je trouve cette critique facile et incorrecte. D'ailleurs, cette distinction entre les deux gauches est trop schématique d'après moi. Toutes les deux, dans des contextes différents, sont l'expression des tentatives de notre classe de poursuivre la révolution puis de faire face à la contre-révolution. Tous les deux ont commis des erreurs mais sont restés fidèles au projet d'émancipation du prolétariat. Sur le parlementarisme, la question de la démocratie et du fascisme, les deux courants arrivent à des conclusions similaires. Alors pourquoi se revendiquer que de l'une ? Se revendiquer de l'ensemble des fractions de gauche, qui se sont opposées à la dégénérescence de l'IC, me semblerait plus juste.

Un autre point, sujet à questionnement, concerne la période de transition. Sur ce sujet, on peut essentielle-

ment se baser sur les expériences passées (la révolution russe et dans une moindre mesure la commune de Paris) pour déterminer ce que ne doit pas être la période de transition, par contre pour la décrire positivement, il est difficile d'aller plus loin que d'énoncer quelques principes. Une des leçons essentielles est le fait que le prolétariat ne peut déléguer la prise de pouvoir à qui que ce soit, pas même à son parti, la révolution est le fruit de l'action consciente de la majorité de la classe. Autre leçon : le parti et le prolétariat ne doivent pas s'identifier à l'État prolétarien (semi-État ou État-commune). Mais qu'est-ce que ce semi-État ? Ce ne sont pas les conseil ouvriers, alors qui le compose ? Quel est son rôle ? Là-dessus la plateforme ne dit rien.



Toujours concernant la période de transition vous ajoutez « Cette période connaîtra encore et inévitablement l'échange marchand entre ces couches et le prolétariat... » L'échange marchand sera maintenant uniquement entre les couches sociales non exploiteuses et le prolétariat et pas au sein du prolétariat, c'est bien ça ? Quel fonctionnement envisagez-vous alors au sein du prolétariat ?

J'avoue que je n'ai pas suffisamment réfléchi à la question de la période de transition, si vous avez des lectures à me recommander, je suis preneur.

Enfin, le dernier point que je souhaite aborder, pour l'instant, est celui des luttes parcellaires. Les questions identitaires qu'elles reposent sur la couleur de peau, le sexe, l'orientation sexuelle etc sont un poison pour le prolétariat. Le jargon actuel et l'attitude des partisans de l'intersectionnalité m'insupportent au plus haut point. Aussi je comprends parfaitement que vous ayez jugé nécessaire d'y consacrer un point. Toutefois je trouve, tout d'abord, qu'il y a des formulations malheureuses comme « la domination de la femme » ou « la libération de la femme » et non pas « des femmes » et, surtout, qu'à la lecture on a le sentiment que vous laissez entendre que la révolution règlera tout, d'où l'impression d'un certain indifférentisme. Je suis convaincu que toutes ces questions sont autant d'obstacles à l'unité et à la constitution du prolétariat en force révolutionnaire. Mais il me semble aussi que lorsqu'une partie du prolétariat est discriminée ou opprimée, les révolutionnaires doivent intervenir, sur des bases de classe et en mettant en avant les intérêts communs. Comment faire concrètement, ce n'est pas évident. Je m'arrête là pour cette fois.

Février 2022, Achille

Notre réponse au camarade Achille : pourquoi se revendiquer exclusivement du combat de la Gauche d'Italie ?

Cher camarade,

D'abord merci pour ton courrier et le *coup de chapeau* à notre plateforme politique. S'il est toujours encourageant de recevoir des saluts, il est surtout important de pouvoir afficher les accords politiques avant les différences, ou encore les questionnements. Ne serait-ce que pour pouvoir aborder celles-là et les confronter dans la plus grande clarté possible grâce au cadre ainsi délimité. Le débat n'en peut qu'être le plus efficient possible. Nous essaierons ici de répondre principalement au désaccord que tu exprimes, et surtout d'abord de chercher à t'expliquer notre position, quant à notre revendication exclusive du combat de la gauche d'Italie. Abordons rapidement et succinctement les autres points que tu soulèves et qui nous paraissent relever, du moins pour l'instant, que de simples questionnements.

« La plateforme ne dit rien » sur ce qui-quoi compose le semi-État de la période de transition. L'observation est juste. La raison fondamentale de ce qui peut apparaître comme une *faiblesse* en soi, est que nous estimons qu'une grande partie des questions sur la période de transition, à partir de l'expérience de la Révolution russe, sont des questions encore « ouvertes », non définitivement tranchées par l'histoire. De même, nous ne pensons pas que la plateforme soit le lieu, pour les raisons invoquées précédemment, de faire de la question des *bons du travail* en échange du travail fourni par chaque prolétaire, *bons* non accumulables, non thésaurisables, échangeables directement contre des biens de consommation, une question définitivement tranchée aujourd'hui. En ce sens, et dans les limites d'un certain cadre de principes et méthode, dans le cas du GIGC celui fourni par la plateforme principalement sur la question du parti et de la conscience de classe, l'absence de position établie sur ces points ne limite pas, ni n'altère (pour l'heure) l'unité et l'homogénéité politiques indispensables pour l'action de *parti* des groupes communistes. En particulier, les positions éventuelles sur ces points ne sont pas discriminantes quant à l'adhésion au groupe, demain au parti, de tout militant. Il n'en reste pas moins que dès aujourd'hui les groupes communistes ont pour tâche de préparer et d'établir les conditions les plus favorables pour la résolution de ces questions au moment même de la dictature de classe en ne craignant pas de débattre et de confronter les différentes positions. Mais ce n'est pas la fonction d'une plateforme aujourd'hui. Pour notre part et à notre échelle, c'est-à-dire modestement, nous avons déjà essayé dans la revue d'avancer et de contribuer à la clarification de questions et interrogations que pose la période de tran-

sition⁵⁸.

Il t'apparaît que nous semblons manifester un certain indifférentisme vis-à-vis de la question des discriminations particulières, tels le racisme ou la domination des femmes, dans l'attente « *que la révolution réso[lve] tout.* » Il nous faudra donc de revenir sur cette question et être plus convaincants. Néanmoins, nous attirons ton attention sur le fait que la plateforme défend que « *c'est dans la lutte prolétarienne, dans son extension (...), dans sa généralisation, c'est-à-dire dans le combat pour son unité (...), que le prolétariat en lutte dépasse, et de fait tend à abolir, toutes les divisions...* » Nous essayons précisément là de rejeter tout indifférentisme et de montrer que le véritable combat contre toute discrimination sociale, raciste, de genre ou autre, ne peut avoir pour cadre que celui de la lutte prolétarienne pour être *efficace*, ne serait que partiellement ou momentanément. Il en résulte que l'action – et responsabilité – des communistes tout comme des prolétaires les plus combatifs s'oppose et combat aussi toute forme de racisme ou de sexisme qui accompagne inévitablement la société de classe. Y compris en dénonçant les campagnes anti-racistes ou féministes menées par la bourgeoisie et visant à ramener les prolétaires sur le terrain et la défense de l'État et de la démocratie bourgeoise.

Abordons maintenant la principale question à laquelle nous voulions répondre : notre « *abandon de l'héritage de la Gauche germano-hollandaise.* » Qu'en est-il exactement ? En premier lieu, se revendiquer exclusivement du combat de la Gauche d'Italie ne signifie pas que nous ignorons les autres courants historiques, en particulier la Gauche germano-hollandaise et les apports qu'elle a pu léguer. Parmi ceux-ci, et pour ne donner qu'un seul exemple, il est indéniable que Pannekoek, même lorsque devenu *conseilliste*, sut apporter des éléments importants de clarification sur différentes questions⁵⁹. De même, et comme tu le soulignes, les deux gauches, d'Italie et germano-hollandaise, « *sont restées fidèles au projet d'émancipation du prolétariat* » et, ajouterons-nous,

58 . cf. RG #8, 9, 13, 15, 16 et 17.

59 . Un seul exemple sur la question syndicale et qui renvoie au débat sur la grève de masse au sein de la sociale démocratie allemande dans les années précédant 1914, dont Pannekoek, salué par Lénine, fut un des principaux théoriciens au côté de Rosa Luxemburg : « *l'impuissance du syndicalisme n'a rien de surprenant, car si un groupe de travailleurs isolés peut apparaître dans un juste rapport de force lorsqu'il s'oppose à un patronat isolé, il est impuissant face à un employeur qui est soutenu par l'ensemble de la classe capitaliste. C'est ce qui se passe dans le cas présent : le pouvoir étatique, la puissance financière du capitalisme, l'opinion publique bourgeoise, la virulence de la presse capitaliste concourent à vaincre le groupe de travailleurs combatifs.* » (Anton Pannekoek, *Le syndicalisme*, 1936, Éditions 10-18, 1973)

aux principes fondamentaux du mouvement ouvrier, en particulier l'internationalisme prolétarien.

Nous sommes beaucoup plus réservés, pour ne pas dire ouvertement critiques, sur les apports qu'elle aurait légués sur la question du parti tout comme sur ceux de la brochure de Gorter, *Lettre ouverte au camarade Lénine*. Le fait que cette dernière ait pu être pour beaucoup, en particulier dans les années 1970⁶⁰, un moment de leur rupture avec l'anarchisme vers le marxisme n'enlève rien à son caractère conseilliste et anarchisant, ne serait-ce que par son prisme de l'opposition masse-chef.

Mais si nous n'ignorons pas la Gauche germano-hollandaise, il n'en reste pas moins que dans notre combat quotidien, nous avons été amenés à nous référer quasi exclusivement à l'expérience de la Gauche d'Italie, à ses positions mais surtout à sa méthode et ses principes, pour élaborer nos analyses, positions et mener nos combats. L'essentiel de notre plateforme se fonde et s'appuie sur le, « découle » du, fil historique tiré par cette Gauche depuis les thèses de la Fraction abstentionniste du PSI, celles de Rome du PC d'Italie, celles de Lyon et le combat, porté par elle seule, au sein de l'IC contre l'opportunisme zinoviéviste d'abord, puis stalinien, tout en restant fidèle aux principes et acquis des deux premiers congrès de l'Internationale. Le fil s'étire ensuite à la fraction italienne en exil avec la revue *Bilan*, la constitution du PC internationaliste en 1943-1945, jusqu'à nos jours. La question de méthode est ici fondamentale.

Prenons un exemple concret, celui de la question syndicale précisément. À première vue, il peut apparaître que la Gauche germano-hollandaise ait compris beaucoup plus tôt que la Gauche d'Italie que les syndicats étaient devenus contre-révolutionnaires. Mais quelle était la réponse que le KAPD, et nous parlons de ces fractions les plus « partidistes », non de celle autour d'Otto Rühle, ont apporté à la trahison effective des syndicats allemands ? Les AAU et AAUD, à savoir de nouveaux syndicats de fait qui, de plus, s'interdisaient d'être des organes unitaires de la classe puisqu'il fallait adhérer à leur plateforme politique pour en devenir membre. « *La tâche de l'AAU est la révolution dans l'entreprise* » proclamait le point 10 de son programme (1920) après avoir affirmé qu'elle ne reconnaissait pas « *la justification de l'existence des partis politiques car l'évolution historique pousse à leur dissolution.* » (*La Gauche allemande*, La vieille taupe, 1973) Inutile de te préciser le caractère totalement conseilliste et surtout contraire au principe

de l'insurrection prolétarienne et de l'exercice de la dictature du prolétariat de ces deux points du programme de l'AAU.

Notre dénonciation des syndicats devenus aujourd'hui des organes à part entière de l'appareil d'État bourgeois se fonde, non sur l'expérience pratique allemande des AAU-AAUD, mais sur celle de la Gauche d'Italie défendant au sein de l'IC l'unité des travailleurs en lutte dans leurs organisations unitaires de combat. Qu'à l'époque et jusqu'à la guerre, elle continua à considérer les syndicats comme de tels organes, ne change rien au fait que c'est sur les principes qu'elle défendit et la méthode qu'elle utilisa que nous pouvons aujourd'hui non seulement dénoncer les syndicats en soi, mais en pratique, à savoir combattre leur sabotage des luttes et leur en disputer la direction. Alors que le legs de la Gauche allemande n'autorise qu'une dénonciation formelle ou abstraite des syndicats sans rompre ni avec l'idéologie syndicaliste et ouvriériste, ni avec le fétiche de l'auto-organisation et l'assembléeisme. Comme tu peux le voir sur cette question centrale, les deux courants différents de façon fondamentale et, au final, s'opposent sur les questions de principe du rapport parti-classe, des organisations unitaires dont se dote la classe et la tâche de direction politique que doit exercer le parti ; sans parler de la dictature du prolétariat... Si dans les années 1970-1980, ces différences pouvaient encore, dans des circonstances historiques propres, présenter une communauté de démarche, un camp plus ou moins uni, principalement contre la contre-révolution et le stalinisme, la situation des années 2000 fait que le conseillisme d'aujourd'hui est devenu un des principaux vecteurs pour l'introduction de l'idéologie démocratique, en particulier de l'anti-Lénine et anti-dictature du prolétariat, ou encore du fétichisme de l'auto-organisation, en milieu prolétarien. C'est la raison pour laquelle nous continuons à penser que le combat contre le conseillisme, qui n'est pas pour autant un courant passé à la bourgeoisie, au sein du camp prolétarien, est aujourd'hui une des priorités du combat pour le parti.

Voilà en quelques mots, trop rapides, le fondement de notre revendication exclusive du combat de la Gauche d'Italie. Nous ne doutons pas que cette petite réponse ne suffira pas à clore le débat entre nous sur ces questions, ne serait-ce que celle autour des apports et de l'héritage de la Gauche germano-hollandaise. Mais peut-être, serait-il utile que tu précises tes accords et ta compréhension sur les points de la PF traitant de la question du parti et de ses rapports à la classe car, nous pensons, qu'il y a un lien, une cohérence, entre les deux.

Dans l'attente de tes commentaires, reçois nos salutations internationalistes.

Le GIGC, février 2022

60 . Notre critique à la plateforme du CCI tente d'expliquer en quoi le conseillisme put être un moment, une passerelle, de la nouvelle génération d'alors, celle de 68, vers la découverte et, pour beaucoup, vers la réappropriation du corpus programmatique et politique de la Gauche communiste internationale. Elle explique aussi pourquoi il nous semble que ce moment est définitivement passé et pourquoi le conseillisme en tant que tel ne peut plus jouer un tel rôle de nos jours.

Le texte publié ici est la suite de la contribution commencée dans le numéro précédent sur Communisme et communauté. Il sera suivi d'un troisième volet de cette étude dans le prochain Révolution ou guerre. Nous soumettons cette contribution à la réflexion critique de tous. Tout commentaire ou même contribution, critiques ou non, seront les bienvenus. Et dans la mesure du possible, nous n'hésiterons pas à les publier.

Marxisme et connaissance

Réfléchir sur la fonction et la nature du parti communiste implique nécessairement de réfléchir sur le statut de la connaissance humaine. Évidemment, les connaissances de la société moderne sont le fruit de la méthode scientifique qui prit son essor en parallèle à l'essor du capitalisme lui-même. Mais la science ne fut certainement pas la seule façon d'établir des connaissances durant l'histoire. Les membres des sociétés précapitalistes sans classe apprenaient tous ce qu'ils devaient apprendre sur le mode de vie, par exemple les rudiments de la chasse et de la cueillette, à travers une éducation non séparée de la socialisation générale. De même, le paysan du Moyen-Âge possédait certaines connaissances sur l'agronomie par la simple expérience quotidienne de l'agriculture. Du point de vue historique, la science n'a pas le monopole de la connaissance, mais apparaît davantage comme mode d'acquisition de connaissances dominant et spécifique du capitalisme.

Nous allons donc tenter de clarifier la nature et le statut de la connaissance humaine en générale d'un point de vue marxiste. L'enjeu politique derrière cette contribution est de remettre à l'ordre du jour l'impératif marxiste de transformer la société. En effet, il s'agit de mieux comprendre le lien entre la transformation sociale et la connaissance, lien qui a été formulé de manière abstraite dans la tradition philosophique bourgeoise de la manière dualiste suivante : être et conscience ou encore matière et Esprit.

Méthode : continuité du marxisme

Avant de tenter de jeter sur papier les grandes lignes d'une théorie marxiste de la connaissance, il est important d'explicitier une notion qui sera constamment en filigrane de notre développement. Il s'agit de la notion de la continuité et de l'unité théorique du marxisme. Celle-ci peut paraître de prime abord comme une tentative de figer le marxisme sous la forme d'un dogme immuable, mais nous tenterons de démontrer qu'il s'agit au contraire d'une conception importante pour bien comprendre ce qu'est la connaissance du point de vue à la fois matérialiste et historique.

En arrière-plan de toutes les grandes polémiques et grands débats dans les rangs de ce que l'on appelle par convention le marxisme, apparaît toujours un doute sur la validité de l'analyse marxiste devant l'apparition des faits nouveaux. La plupart du temps, ce doute apparaissait au sein des courants les plus à droite du mouvement ouvrier : c'est ce que l'on nomme le

révisionnisme, forme aiguë d'opportunisme. Bien des militants tentèrent de dissiper ce doute en montrant que la validité du marxisme n'est pas circonscrite à l'Angleterre du 19^e siècle, mais que la théorie est valable pour l'ensemble du cours historique capitaliste. À la fin du 19^e siècle, Engels⁶¹ ne défendait-il pas intégralement la théorie marxiste contre Dühring qui, lui, cherchait à purger la pensée socialiste de toutes traces de dialectique? À l'orée du 20^e siècle, Luxemburg⁶² ne défendait-elle pas l'intégralité de la théorie marxiste des crises économiques catastrophiques contre Bernstein qui, lui, affirmait que la nouvelle évolution du capitalisme lui permettait de résoudre ses contradictions économiques? Lénine⁶³ ne défendait-il pas intégralement le programme politique révolutionnaire contre Kautsky qui, lui, préconisait un passage pacifique au socialisme rendu possible par de faits nouveaux comme la démocratisation constante des régimes politiques européens? Ce qui ressort de ces exemples de polémiques historiques concernant le marxisme, c'est que les Engels, Luxemburg et Lénine ne défendaient pas le marxisme comme une série d'écrits divins auxquels on doit souscrire avec foi. Au contraire, le principe qu'ils mettaient implicitement de l'avant est assez simple : le marxisme, en tant que théorie de la transformation révolutionnaire des sociétés et théorie critique du capitalisme, reste valable tant et aussi longtemps que les rapports sociaux capitalistes persisteront. C'est déjà là une forme implicite de la notion de continuité théorique du marxisme. Cela étant dit, le principe de l'invariance – même si valable en soi – ne doit pas servir de prétexte à la défense de positions rendue obsolètes par l'expérience même du mouvement communiste. En effet, on peut voir certains groupes du camp prolétarien se servir de ce principe comme feuille de vigne pour cacher des positions opportunistes telles les syndicats rouges, les luttes de libération nationale, etc.

Cette notion, bien que toujours défendue implicitement par les fractions de gauche du mouvement communiste contre la droite révisionniste, sera surtout systématisée par le courant de la gauche communiste dite italienne. Pour celui-ci, la notion de continuité – ou d'invariance – est en quelque sorte une posture méthodologique du marxisme par rapport à lui-même. En effet, « on emploie

61 . Friedrich Engels, *Anti-Dühring*, Paris, Éditions sociales, 1977, 495 pages.

62 . Rosa Luxemburg, « Réforme sociale ou révolution? », chap. in *Œuvres tome 1*, Paris, Éditions Maspéro, 1976, p. 15-90.

63 . Lénine, *L'État et la révolution*, Paris, Éditions Denoël Gonthier, 1971, 160 pages.

l'expression "marxisme" non pour désigner une doctrine découverte ou introduite par l'individu Karl Marx, mais pour se référer à la doctrine qui surgit en même temps que le prolétariat industriel moderne et "l'accompagne" pendant tout le cours de la révolution sociale⁶⁴. » Le marxisme est donc un produit historique, et non pas la pensée d'un individu isolé, si génial soit-il. C'est une théorie qui naît en même temps que la classe dans laquelle s'affirme la négativité face au capitalisme, c'est-à-dire le prolétariat.

Étant une théorie qui, comme toute théorie, émerge de la matérialité des rapports sociaux, le marxisme ne peut donc pas être modifié au gré des volontés individuelles et modes passagères sous peine de trahir ses prémisses et surtout ses objectifs :

« C'est justement parce que le marxisme dénie tout sens à la recherche de la "vérité absolue" et voit dans la doctrine non une donnée de l'esprit éternel ou de la Raison abstraite, mais un "instrument" de travail et une "arme" de combat, qu'il postule qu'on n'abandonne pas son arme ou son instrument au beau milieu de l'effort ou au comble de la bataille pour le "réparer" : c'est en brandissant dès le début de bons outils et de bonnes armes qu'on sort vainqueur, dans la paix comme dans la guerre.»⁶⁵

Il s'agit ici d'une critique implacable de l'idéologie dominante qui fait de la Raison un progrès continu vers la connaissance infinie, mais aussi de la théorie corollaire selon laquelle les êtres humains inventent des idées qui sont ensuite constamment améliorées par les générations successives jusqu'à l'atteinte de la connaissance parfaite du monde. Bref, il s'agit d'une flèche tirée en direction de l'idéologie du progrès constant de la Raison associée aux Lumières. Au contraire, du point de vue marxiste, les idées sont historiquement spécifiques et sont déterminées en dernière instance par les différents modes de production.

Il pourrait nous être reproché de ne pas voir le caractère éminemment dynamique du capitalisme. En effet, celui-ci se métamorphose et se transforme sans cesse. Après tout, on est bien passé de la manufacture artisanale à l'usine scientifique tayloriste, de l'entrepreneur individuel à la société par actions et de la primauté du secteur industriel à l'explosion du secteur tertiaire. Voilà tant de changements que Marx ou d'autres théoriciens ne pouvaient percevoir en leur temps, argumenteraient en cœur les Dühring, Bernstein et Kautsky du passé comme du présent. Si on envisage le problème du point de vue de la méthodologie marxiste, le capitalisme ne se développe toujours davantage qu'en restant absolument fidèle à son fonctionnement intrinsèque. Tous les changements ayant eu cours dans son histoire sont déterminés par sa nature même, par ce qui fait du capital le capital. Ainsi, Marx et Engels

« ont montré que cette évolution du capitalisme, bien loin de le modifier, tendait au contraire à le rapprocher toujours plus du capitalisme pur; ils répondaient d'avance aux découvreurs de faits nouveaux trop pressés de déclarer caduc ce qu'ils ne connaissent pas : l'analyse marxiste du capitalisme avec toutes ses implications politiques ne peut être dépassée, elle ne peut que devenir de plus en plus vraie! »⁶⁶

Principes de base du marxisme

Afin d'attaquer spécifiquement la théorie marxiste de la connaissance, il est nécessaire de faire une exposition succincte des principes qui forment la fondation de l'édifice marxiste. Ce sont ces mêmes principes qui nous permettront ensuite de bien cerner ce qu'est la connaissance.

Le matérialisme peut se concevoir comme philosophie qui affirme que tous phénomènes prennent leur source dans la matière. Ainsi, on peut qualifier en tant que matérialisme de type naturaliste la théorie de l'évolution des espèces de Darwin. En effet, celle-ci situe le moteur de l'évolution des espèces dans leur habilité à s'adapter à leur environnement naturel. L'existence de la diversité des espèces vivantes découle du fonctionnement organique de la nature elle-même, et non pas d'un dessein intelligent originel de Dieu. Le postulat philosophique du matérialisme est donc de se débarrasser d'un vison dualiste du monde où la matière et l'esprit sont deux éléments séparés et autonomes.

Marx, de son côté, fait entrer le champ social au sein du matérialisme. En effet, selon celui-ci, les rapports sociaux de classes liés à la façon dont les êtres humains produisent et reproduisent leur vie constituent la base matérielle de la vie sociale. C'est précisément cette base matérielle qui vient déterminer la conscience et les idées que se font les êtres humains de leurs propres pratiques. Ainsi, l'Esprit, la conscience, les idées, les connaissances et même la Raison ne sont pas ce qui détermine la façon de vivre en société, mais elles sont au contraire déterminées par la façon dont les êtres humains organisent leurs rapports sociaux. Selon Marx, « ce n'est pas la conscience qui détermine la vie, mais la vie qui détermine la conscience »⁶⁷ ou, en d'autres termes, ce n'est pas la pensée agissant de manière autonome qui vient déterminer les modalités des rapports sociaux, mais ce sont les modalités des rapports sociaux qui déterminent la pensée des êtres humains.

Ce sont donc précisément les rapports sociaux matériels qui déterminent la conscience qu'ont les êtres humains de leur propre existence. Marx ajoute que « la conscience ne peut jamais être autre chose que l'être

64 . *Invariance du marxisme*, Lyon, Éditions Programme communiste, 2009, p. 38.

65 . *Ibid.*, p. 40-41.

66 . *Marxisme et science bourgeoise*, Lyon, Éditions Programme communiste, 2002, p. 9

67 . Karl Marx, Friedrich Engels, *L'Idéologie allemande*, Paris, Éditions sociales, 1970, p. 37.

conscient et l'être des hommes est leur processus de vie réel »⁶⁸ pour encore davantage mettre de côté la conception dualiste entre matière et Esprit, entre être et pensée. Cette posture méthodologique implique nécessairement une certaine forme de déterminisme. En effet,

« Cette façon de considérer les choses n'est pas dépourvue de présuppositions. Elle part des prémisses réelles et ne les abandonne pas un seul instant. Ces prémisses, ce sont les hommes, non pas isolés et figés, de quelque manière imaginaire, mais saisis dans leur processus de développement réel dans des conditions déterminées, développement visible empiriquement. Dès que l'on représente ce processus d'activité vitale, l'histoire cesse d'être une collection de faits sans vie, comme chez les empiristes, qui sont eux-mêmes encore abstraits, ou l'action imaginaire de sujets imaginaires, comme chez les idéalistes. »⁶⁹

Cette conception ne laisse que peu de place pour le contingent. Tels rapports de production impliqueront tels rapports sociaux de classes qui produiront nécessairement telles consciences, idées et connaissances. Dit de manière encore plus simple, « la "rationalité du monde", c'est le fait que les phénomènes et les événements du monde ne sont pas indépendants et incohérents mais liés entre eux, qu'il est possible de découvrir ces relations et les lois qui les régissent, de comprendre le monde. C'est tout simplement la notion du déterminisme. »⁷⁰

À la différence de la tradition philosophique bourgeoise dominante qui fait de la Raison le moteur essentiel de l'histoire, Marx place les rapports sociaux – la lutte de classes – comme base matérielle au centre du processus historique. De même, à la différence des Lumières qui faisaient de la lutte entre la Raison et les préjugés de toutes sortes le fondement du progrès historique, Marx fait de la Raison un facteur déterminé plutôt que déterminant de l'histoire. Du point de vue marxiste,

Du point de vue marxiste, « il est absurde de se demander si les lois de l'univers concordent avec les "lois de la raison" : il n'y a pas de "lois de la raison" a priori et immuables, notre raison et ses lois sont un produit du monde et de notre activité dans le monde; elles traduisent notre effort pour comprendre, représenter et maîtriser les phénomènes du monde. Il s'ensuit que la raison n'a rien de stable; tout comme l'homme entier, elle se modifie au fur et à mesure que se modifient les conditions d'existence, les besoins, les activités et les connaissances de l'espèce humaine. Des choses qui étaient "rationnelles" hier ne le sont plus aujourd'hui et réciproquement; de même, dans une société divisée en classes antagoniques, chacune d'elles possède sa propre "rationalité". »⁷¹

L'histoire n'est donc pas déploiement infini de la Raison, de l'Idée ou encore de la conscience humaine. En

fait, le sens de ces notions est constamment changeant justement parce que les changements des rapports sociaux en déterminent la transformation du sens. Se figurer le déroulement de l'histoire comme progrès de la Raison est donc historiquement incorrect et tient davantage de la mystification idéologique. Au contraire, « la connaissance que possède l'espèce humaine s'est développée par le contact avec la matière et la nature, jamais par le travail autonome de la pensée. »⁷²

L'autre aspect tout aussi important de la philosophie marxiste est la méthode dialectique. Pour faire la jonction entre le matérialisme et la méthode dialectique, Engels affirma que « le mouvement est le mode d'existence de la matière. »⁷³ Comme nous venons de le voir, la tradition marxiste est très critique des traditions philosophiques bourgeoises qui font de certaines catégories comme la Raison des éléments stables, immuables, voire éternels. À l'opposé, dans la conception marxiste, toute catégorie est historiquement spécifique. Au-delà de la traditionnelle triade thèse-antithèse-synthèse laquelle exprime en soi le mouvement, il s'agit là du fondement de la dialectique marxiste, c'est-à-dire que dans le champ social, rien n'est stable. Tout est mouvement dont le moteur est l'antagonisme de classes.

Ce mouvement de l'histoire ou encore cette dynamique sociale résulte de ce que chaque mode de production ayant eu cours jusqu'à maintenant dans l'histoire ne furent ni stables ni immuables. Chaque mode de production contient en son propre sein sa négation. De même que la féodalité a vu naître en son sein une classe qui tendait à affirmer sa négation – la bourgeoisie –, l'essor du capitalisme crée lui aussi une classe qui tend à le nier – le prolétariat. La conception dialectique est méthodologiquement amenée à analyser les contradictions, les conflits, les tendances à la négation, bref la transformation sociale. Cette emphase sur le mouvement est complètement aux antipodes par rapport à d'autres méthodologies strictement empiriques typiques des sciences sociales promouvant la société capitaliste qui, elles, essaient de démontrer que chaque société comprend en son sein des institutions sociales qui visent au bon fonctionnement, à la pérennité et à la stabilité de l'ensemble sociale.

La dialectique de Marx implique une certaine posture par rapport à la connaissance. En effet, il pose l'apparition de nouvelles connaissances comme la résultante de changements matériels dans la société, d'une transformation révolutionnaire des rapports sociaux. Cette posture nécessite une différenciation de la dialectique par rapport à la science traditionnelle : « faire œuvre de science descriptive signifie qu'on enregistre les faits considérés en tableau statique, éternel et immuable ; faire œuvre de

68 . Ibid., p. 35-36.

69 . Ibid., p. 37.

70 . *Marxisme et science bourgeoise*, Op. cit., p. 19.

71 . Ibid., p.4.

72 . « Relativité et Déterminisme : À propos de la mort d'Albert Einstein », *Invariance*, Série 1, Numéro 8 (1969), p. 44.

73 . Friedrich Engels, Op. cit., p. 90.

dialectique, de programme révolutionnaire, signifie qu'on tire des faits la science de leur inépuisable dynamique. »⁷⁴ Ne retrouve-t-on pas ici sous une autre formulation la célèbre 11^e thèse sur Feuerbach de Marx, thèse qui affirme que « les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières, ce qui importe c'est de le transformer »⁷⁵ ?

Du point de vue de la méthode, la dialectique marxiste impose la transformation de la société comme tâche de la connaissance. Mais il faut faire attention ici à ne pas retomber dans les culs-de-sac de l'idéalisme, c'est-à-dire de faire dépendre la transformation de la société d'un essor global et préalable de la connaissance. Comme nous l'avons vu, l'être précède la conscience. Donc, en quelque sorte, la transformation sociale précède la nouvelle connaissance. Essayons maintenant de démêler ces liens complexes entre transformation sociale et connaissance qui peuvent de prime abord apparaître comme étant de l'ordre du paradoxe.

Théorie marxiste de la connaissance

Afin de résoudre de manière concluante ce paradoxe apparent entre la connaissance et l'impératif de transformation sociale, prenons quelques instants pour essayer de comprendre la nature du marxisme par rapport à la connaissance humaine en général.

Il est tout à fait vrai que Marx et Engels se sont rapidement revendiqués de la méthode scientifique dans l'élaboration de leurs écrits militants. Cependant, il ne s'agissait pas pour eux de reprendre de manière acritique tous les canons habituels de la science tels que l'objectivité, la neutralité ou encore la vérité. Le caractère scientifique de la méthode marxiste s'élabore d'abord en opposition aux courants socialistes antérieurs – le socialisme utopique – que Marx et Engels, tout en reconnaissant leur important legs, tentent de surpasser. Il est important de souligner ce qui oppose les deux traditions socialistes afin de mieux comprendre le caractère scientifique du marxisme :

« L'utopisme consiste à “ proposer ”, à partir d'une construction élaborée dans la tête de l'auteur et dictée par une prétendue rationalité, une forme nouvelle de la société qui devrait être mise en œuvre grâce à l'adhésion des autres hommes pensants à la diffusion de ces sages propositions, ou bien, dans sa version la plus dégradée, grâce à une décision des pouvoirs et des gouvernements existants. »⁷⁶

Pour simplifier, les socialistes utopiques proposaient en général de changer d'abord la conscience des individus. Ces nouveaux individus, maintenant transformés par l'éducation socialiste rationnelle, seraient alors à leur

tour en mesure de transformer la société à l'image de leurs idées. Par conséquent, la conscience précéderait l'être. À l'opposé, « le socialisme scientifique consiste à prévoir, non pas selon des plans rationnels, ni des préférences sentimentales ou morales, le déroulement des phénomènes de la forme sociale bourgeoise aussi bien que les procès historiques qu'elle accomplira, ainsi que la nouvelle dynamique des forces économiques, toute différente, qui non seulement leur succédera mais s'opposera à eux, dans la dialectique de la recherche doctrinale et du combat révolutionnaire. »⁷⁷

En d'autres termes, le socialisme devient scientifique avec Marx et Engels en ce qu'il tire la nécessité de la transformation sociale, non pas d'idées géniales, mais des caractéristiques matérielles de la lutte de classes en elles-mêmes. La possibilité du communisme n'existe pas en tant qu'idée dans la tête de quelques militants éclairés, mais dans la réalité matérielle de la société capitaliste. Par conséquent, l'être précède la conscience.

Le marxisme est donc scientifique par rapport au socialisme utopique. Mais, qu'en est-il de sa scientificité par rapport à la science en général ?

« En effet, si le marxisme n'est pas une science au sens habituel du terme, il est néanmoins scientifique, c'est-à-dire fondé sur la connaissance réelle des lois réelles du monde réel. Alors que la sociologie bourgeoise, qui se veut science, n'ose pas, et pour cause, s'aventurer en dehors de l'empirisme le plus plat, la rigueur tant scientifique que révolutionnaire de son analyse a permis au marxisme de prévoir, il y a cent ans déjà, tout le développement ultérieur de la société capitaliste et les aspects généraux de la société qui lui succédera. »⁷⁸

En effet, les courants des sciences sociales concevant les réalités sociales comme des faits statiques et trans-historiques selon une méthode qui se limite à vouloir « interpréter le monde de différentes manières »⁷⁹, se montrent incapables à penser la transformation sociale. Ce faisant, la prétention à la scientificité de bien des courants de pensée des sciences sociales se présente en fait comme « l'apologie de l'éternité de la société bourgeoise. »⁸⁰ Ils font œuvre de conservation sociale. Et c'est là précisément la distinction que Marx fait entre la connaissance valable et l'idéologie, distinction qui dépasse d'ailleurs le cadre de ce que serait la science et de ce qu'elle ne serait pas. La connaissance valable vise la transformation sociale alors que l'idéologie vise la pérennisation des rapports sociaux et de l'ordre politique actuels.

Dans la société capitaliste, les sciences sociales produisent donc davantage d'idéologies que de connaissances valables. Cela s'explique par le fait que, « dans une société où l'activité productive est déterminée non par les

74 . « La guerre doctrinale entre le marxisme et l'économie bourgeoise », *Le fil rouge*, numéro 5 (2019), p. 65.

75 . Karl Marx, Friedrich Engels, *Op. cit.*, p. 142.

76 . « La guerre doctrinale entre le marxisme et l'économie bourgeoise », *Op. cit.*, p. 64.

77 . *Ibid.*, p. 64-65.

78 . « La société communiste », *Programme communiste*, Numéro 17 (1961), p. 10.

79 . Karl Marx, Friedrich Engels, *Op. cit.*, p. 142.

80 . « Programme du communisme intégral et théorie marxiste de la connaissance », *Invariance*, Série 1, numéro 8 (1969), p. 48.

besoins humains mais par les lois de la reproduction élargie du capital il en va de même pour la science, qui voit les objets dont elle s'occupe et les buts qu'elle poursuit déterminés par les rapports capitalistes de production et les rapports sociaux qui en découlent. Bien plus, même la méthode scientifique n'échappe pas à la détermination sociale, dans la mesure où l'idéologie de la classe dominante intervient dans le travail de théorisation, ou bien encore impose à la science de considérer comme objets naturels, irréductibles, des produits de l'activité sociale. »⁸¹

Malgré son objectivité et sa neutralité, la science en tant que phénomène social ne peut prétendre de manière crédible être au-dessus des déterminations sociales qui sont à sa base même. Nier et faire l'impasse sur la réalité des intérêts et des antagonismes de classes s'avère être pour la science l'admission de l'acceptation du monde tel qu'il est et sa volonté à protéger un tel ordre social. En opposition, reconnaître l'existence du conflit social et se mettre au service des exploités pose pour la science la nécessité de transformer l'ordre social actuel. C'est encore une fois ce qui sépare l'idéologie de la connaissance. Par exemple, les économistes bourgeois démontrent, à l'aide d'une méthode scientifique et objective qui de leur point de vue est absolument rigoureuse, que le prix d'une marchandise sur un marché varie selon la loi de l'offre et la demande. On ne peut pas contester qu'il s'agisse là d'un fait véridique. Mais les économistes font l'impasse sur le fait que derrière le rapport entre les choses (marchandises) sur un marché se cache des rapports sociaux entre les êtres humains⁸². Ce fait véridique – la loi de l'offre et de la demande – cache donc des rapports sociaux d'oppression de classe tous aussi véridiques. Nier la réalité de ces rapports sociaux d'exploitation, sous prétexte de faire une analyse objective, c'est alors passer du domaine de la connaissance à celui de l'idéologie.

Nous avons tenté d'esquisser une différenciation entre ce qui relève de la connaissance et ce qui relève plutôt de l'idéologie. Il faudrait maintenant déterminer qui est le sujet de la connaissance. En effet, il est fréquent de se représenter la connaissance humaine comme une sorte d'éclair de génie qui fut produit par un cerveau individuel isolé et qui est par la suite transmise aux autres individus à travers l'éducation dans son acceptation large. Or une telle conception, qui est davantage du ressort de l'idéologie, vient légitimer une panoplie de pratiques et idéologies hautement capitalistes : la « fibre entrepreneuriale », la propriété intellectuelle, le *self-made man*, la méritocratie, etc.

Ce genre de conceptions est très loin de la réalité sociale. En fait, toute connaissance est absolument le fruit

de processus sociaux. Ce sont les contradictions sociales qui poussent la société vers de nouvelles connaissances. Les individus brillants que la société bourgeoise met toujours en scène ne sont, pour reprendre une expression rigolote, que « des enfonceurs de portes ouvertes. »⁸³. Ceci implique que dans une société où non seulement l'individu est socialement produit, mais aussi où sa pratique fait office de lien social, l'individu considéré comme brillant recevra tout le mérite pour un travail qui est le résultat non seulement de l'ensemble des rapports sociaux actuels, mais aussi des connaissances accumulées antérieurement dans l'histoire humaine.

Cette conception sur la nature sociale de la connaissance peut être difficile à appréhender de prime abord tellement la conception individualiste selon laquelle les idées surgissent de boîtes crâniennes isolées particulièrement brillantes est considérée comme allant de soi actuellement. Mais Marx avait déjà tenté de conceptualiser l'aspect social de la connaissance, en particulier dans les *Grundrisse* :

« Sur ce point, Marx a une expression magnifique : le “cerveau social”. La technologie d'abord, puis la science, se transmettent de génération en génération comme dotation de l'Homme Social, de l'Espèce qui y a travaillé et collaboré en la personne des individus qui la composent. Suivant notre construction, le Prophète, le Prêtre, le Découvreur, l'Inventeur marchent vers leur commune liquidation. Dans ces pages, l'Homme Social est dit aussi Individu Social, non pas au sens de “personne humaine”, cellule de la Société, mais au contraire au sens de société humaine traitée comme organisme unique, vivant d'une seule vie. (...) Cet organisme dont la Vie est l'Histoire a son cerveau, organe qui est le produit de sa fonction millénaire et non pas l'héritage d'une Tête ou d'un Crâne. Plus encore que l'Or, le Savoir de l'Espèce, la Science, ne sauraient être pour nous des héritages privés ; en Puissance, ils appartiennent entièrement à l'Homme Social. »⁸⁴

La connaissance est donc un attribut de la société humaine dans sa totalité. Tout comme n'importe quel résultat de l'activité humaine – la production, la reproduction, l'art, etc. –, elle ne saurait être appropriée par un individu isolé. Ce sont les rapports sociaux capitalistes qui individualisent les pratiques humaines en aliénant ainsi l'humanité de ses propres fruits au profit d'une classe d'individus prétendument brillants et méritoires : les capitalistes.

Praxis : la pratique révolutionnaire

Nous avons vu que le marxisme tient sa scientificité entre autres choses de sa méthode dialectique, c'est-à-dire à partir de la conception selon laquelle tout fait social est conçu dans son mouvement et en tant que mo-

81 . *Marxisme et science bourgeoise*, Op. cit., p. 7.

82 . Karl Marx, « Le caractère fétiche de la marchandise et son secret », chap. in *Le Capital*, Paris, Éditions sociales, 1976, p. 68-76.

83 . « Le Battilocchio dans l'histoire », *Invariance*, Série 1, Numéro 5 (1969), p. 23.

84 . « La guerre doctrinale entre le marxisme et la science bourgeoise », Op. cit., p. 86.

ment d'une transformation radicale passée ou à venir. De plus, toute connaissance est le résultat de l'ensemble des rapports sociaux et donc, appartient en réalité à l'ensemble de l'humanité. Cependant, nous n'avons pas encore résolu le paradoxe apparent entre connaissance et transformation sociale. En effet, ne serait-ce pas retomber dans cet idéalisme tant critiqué par Marx que de faire dépendre toutes transformations sociales d'une connaissance nouvelle dont la majorité voire la totalité des individus devraient s'enquérir préalablement afin de préparer le « grand soir »?

On reproche souvent à Marx d'avoir une conception téléologique de l'histoire, c'est-à-dire de concevoir que l'histoire se meut par elle-même selon une finalité déjà connue. Or, Marx a répété à plusieurs reprises que l'histoire en tant que telle ne fait rien. Au contraire, « les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas de plein gré, dans des circonstances librement choisies ; celles-ci, ils les trouvent au contraire toutes faites, données, héritage du passé. La tradition de toutes les générations mortes pèse comme un cauchemar sur le cerveau des vivants. »⁸⁵ L'histoire n'est donc pas une sorte de machine qui fonctionne de manière autonome, elle est plutôt le résultat de l'ensemble des pratiques humaines, ou plus précisément de l'affrontement matériel entre les classes sociales. Ces affrontements sont déterminés justement par les conditions sociales passées et actuelles. En d'autres termes et pour reprendre le fil de notre exploration de la connaissance humaine, la volonté individuelle ne fait jamais office de moteur de l'histoire. Ce qui pousse l'histoire à se transformer est précisément la lutte entre ces faits sociaux collectifs que l'on nomme les classes sociales.

Penser la connaissance humaine de cette façon, c'est-à-dire à partir du point de vue matérialiste, implique une critique implacable des diverses conceptions du changement social basé sur l'éducation et la conscientisation préalable de l'individu. En effet, la plupart des conceptions supposément réformatrices ont ceci en

commun de vouloir changer d'abord les individus comme moyen pour changer ensuite la société. Elles oublient par contre que l'éducation alternative donnée aux individus est toujours autant conditionnée et stigmatisée par la société actuelle⁸⁶. Ce faisant, il ne peut résulter de telles démarches que des changements superficiels ne mettant jamais en cause la racine du problème, les rapports sociaux capitalistes. Du point de vue marxiste, la relation entre individus et société est inversée : si l'individu est déterminé par sa société, il faut d'abord changer la société pour qu'une transformation des consciences individuelles puisse se produire par la suite. Évidemment, comme nous l'avons déjà indiqué, l'impulsion du changement ne peut venir de l'individu lui-même puisque celui-ci est constamment soumis au poids des « pensées de la classe dominante [qui] sont aussi, à toutes les époques, les pensées dominantes. »⁸⁷ D'où vient

alors l'impulsion de la transformation sociale?

L'émergence de nouvelles connaissances dépend donc toujours de transformations sociales radicales liées à des changements de mode de production. Les révolutions qui se sont produites dans l'histoire et qui ont permis l'émergence de nouveaux savoirs étaient plutôt le résultat du choc matériel entre les classes où les idées n'étaient jamais l'élément déclencheur. Cela étant dit, les épisodes révolutionnaires voient tout de même l'émergence de connaissances critiques de l'ordre établi qui, de par la puissance de l'idéologie de la classe dominante, sont par conséquent toujours minoritaires : « ce n'est après qu'un long et pénible conflit d'intérêts et de besoins, après de longues luttes physiques provoquées par les conflits de classe, que se forme une nouvelle opinion et une doctrine propre à la

classe opprimée, qui attaque les défenses idéologiques de l'ordre établi et annonce sa destruction violente. »⁸⁸ Mais cette nouvelle connaissance critique ne se forme pas dans la tête de chaque individu, un à un, jusqu'à remplacer sans heurt l'idéologie dominante et devenir progressivement le mode de pensée majoritaire.

« Dialectique et historique, [le déterminisme marxiste] refuse tout apriorisme et ne prétend pas appliquer la même solution abstraite à tous les problèmes, quels que soient l'époque et le groupe humain considérés. Si le développement actuel des sciences ne permet pas un recensement complet des causes qui poussent l'individu à agir en partant des faits physiques et biologiques pour aboutir à une science des activités psychologiques, il est pourtant possible de résoudre le problème dans le domaine de la sociologie en appliquant à cette dernière, comme le fit Marx, les méthodes de recherche propres à la science positive et expérimentale moderne dont le socialisme recueille intégralement l'héritage, et qui sont tout autre chose que la philosophie soi-disant matérialiste et positiviste que la classe bourgeoise a adoptée au cours de son ascension historique. »

Thèses de Lyon, 1926

85 . Karl Marx, *Les luttes de classes en France*, Paris, Éditions Gallimard, 1994, p. 176.

86 . Karl Marx, Friedrich Engels, *Op. cit.*, p. 138-139.

87 . Karl Marx, Friedrich Engels, *Op. cit.*, p. 74.

88 . *Invariance du marxisme*, Lyon, Éditions Programme communiste, 2009, p. 35-36

Au contraire, Marx situe la nouvelle connaissance critique de la société actuelle dans un organe unitaire et collectif représentant les intérêts, défendant les besoins de l'ensemble de la classe exploitée sous le capitalisme et exprimant une certaine connaissance de la société future. Il s'agit évidemment du *parti communiste*. « Jusqu'à maintenant les classes dominantes et leurs exécutants ont seulement exprimé de façon confuse leur tâche historique. La première classe qui puisse le faire avec clarté, c'est le prolétariat moderne; non pas tous les prolétaires, non pas un homme qui les guide et les dirige, mais une collectivité constituée d'une minorité, c'est-à-dire le parti de classe. »⁸⁹ Le paradoxe apparent entre l'impératif de transformation sociale et connaissance humaine – entre l'être et la conscience, entre la matière et l'Esprit – est donc résolu par cet organisme politique et militant qu'est le parti communiste. Sa tâche est de produire au niveau historique une *pratique révolutionnaire* :

« Ainsi, tandis que le déterminisme exclut qu'il puisse y avoir chez l'individu une volonté et une conscience qui précèdent l'action, le renversement de la praxis les admet uniquement dans le parti en tant que résultat d'une élaboration théorique générale. Donc, si c'est au parti qu'il faut attribuer la volonté et la conscience, on doit nier que celui-ci se forme par le concours de la conscience et de la volonté d'un groupe d'individus, et que ce groupe puisse le moins du monde être considéré comme en dehors des déterminations physiques, économiques et sociales opérant dans la classe toute entière. »⁹⁰

La notion de pratique révolutionnaire est importante en ce qu'elle accorde un degré de volonté et de conscience préalable à la transformation sociale qui peut surgir lors de grandes crises sociales d'ampleur historique, mais seulement dans le cadre d'un organisme collectif qui dépasse les consciences individuelles. « La coïncidence du changement des circonstances et de l'activité humaine ou auto-changement ne peut être considérée et comprise rationnellement qu'en tant que pratique révolutionnaire. »⁹¹

Il serait par contre faux de se représenter l'histoire des révolutions comme un heurt matériel entre les classes où les idées sont absolument absentes de la scène. Les nouvelles connaissances critiques elles-mêmes ont un certain effet sur le cours de l'histoire. En effet, selon Marx, « l'arme de la critique ne peut évidemment remplacer la critique des armes. La force matérielle doit être renversée par la force matérielle, mais la théorie devient aussi une force matérielle dès qu'elle saisit les masses. »⁹² La théorie est fatalement et malheureusement, toujours à cause de la

pugnacité de l'idéologie capitaliste, partagée que par une communauté militante minoritaire constituée en parti politique. Ce n'est qu'après coup, c'est-à-dire après l'affrontement politique entre les classes, que les nouvelles connaissances critiques seront alors absorbées par l'ensemble de la société alors débarrassée des classes sociales. Comme l'affirmait magistralement Marx, « cette révolution n'est donc pas seulement rendue nécessaire parce qu'elle est le seul moyen de renverser la classe dominante, elle l'est également parce que seule une révolution permettra à la classe qui renverse l'autre de balayer toute la pourriture du vieux système qui lui colle après et de devenir apte à fonder la société sur des bases nouvelles. »⁹³

La transformation sociale commence donc à partir de besoins radicaux de la classe exploitée. L'ensemble de la classe n'a pas nécessairement une conscience critique absolument claire des actes politiques qu'elle entreprend. Mais durant ce processus, une minorité de la classe exploitée émerge tout de même avec une conscience précise de la nécessité de transformer la société et s'organise en parti politique. Cette minorité aura alors pour tâche de pousser à ce que les transformations soient les plus radicales possibles, assumant le leadership politique du prolétariat, c'est-à-dire qu'elle vise à entraîner dans son sillage une large masse de prolétaires. C'est précisément cette conscience communiste critique qui devient, après la révolution, patrimoine de l'humanité un peu comme la philosophie des Lumières fut intégrée au patrimoine de l'humanité en tant qu'idéologie dominante de la classe bourgeoise après les révolutions française et américaine, pour ne nommer que ces exemples, reléguant ainsi les anciennes connaissances fondées souvent sur la religion sur les tablettes poussiéreuses de l'histoire humaine. Cependant, à la différence de la philosophie des Lumières qui après avoir effectué sa tâche historique de destruction du mode de production féodal devint à son tour l'idéologie dominante d'une nouvelle société de classes et d'exploitation, le mouvement communiste actuel représentant les intérêts historiques du prolétariat n'entend pas établir une nouvelle forme d'exploitation après sa révolution. Il vise l'établissement de la communauté humaine débarrassée de l'État, des classes sociales, de l'argent, des nations, bref de toute forme d'exploitation de l'être humain par l'être humain.

Robin, octobre 2021

89 . « Fantômes carlyliens », *Invariance*, Série 1, Numéro 5 (1969), p. 48.

90 . *Invariance historique du marxisme*, Op. cit., p. 9.

91 . Karl Marx, Friedrich Engels, *Op. cit.*, p. 139. Les emphases sont de Marx et Engels.

92 . Karl Marx, « Pour la critique à la philosophie du droit de Hegel », *Invariance*, Série 1, Numéro spécial (1968), p. 35.

93 . Karl Marx, Friedrich Engels, *Op. cit.*, p. 121. Nous soulignons.

• La revue Révolution ou Guerre en français est en vente aux endroits suivants :

- Canada (Québec)
- Librairie Fleury 1169 rue Fleury est, Montréal
- Le Port de Tête 262, avenue du Mont-Royal Est, Montréal H2T 1P5
- Zone Libre 262 Ste-Catherine est, Montréal
- Le Livre Voyageur 2319 Bélanger est, Montréal
- Coop Ahuntsic 9155 rue St-Hubert, Montréal H2M 1Y8
- Côté gauche 33 rue du Marché, Salaberry-de-Valleyfield

• France

- La Brèche, 27 rue Taine 75012 Paris
- Parallèles, 47 rue Saint Honoré 75001 Paris
- Quilombo, 23 rue Voltaire, 75011 Paris
- Odeur du temps, 35 rue Pauillon 13001 Marseille
- La Gryffe, 5 rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon.

• La revue Révolution ou Guerre en anglais est en vente aux endroits suivants :

- Hongrie
- Gondolkodo Logodi utca, 51 H-Budapest1012
- Royaume-Uni
- Housmans Bookshop 5 Caledonian Road, London

• États-Unis

- May Day books
- 301 Cedar Avenue
- Minneapolis, Minnesota.

• La revue est aussi disponible en pdf en écrivant à : intleftcom@gmail.com

Sommaire de *Révolution ou Guerre* #19 (Septembre 2021)

Nouvelle plateforme politique et l'alternative historique « révolution ou guerre »
Aukus, alliance militaire anti-chinoise : un pas significatif de la dynamique à la guerre généralisée

La pandémie de Covid : la nécessité historique du communisme

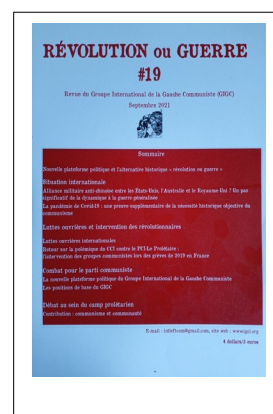
Luttes ouvrières internationales

L'intervention des groupes communistes lors des grèves de 2019 en France

La nouvelle plateforme politique du GIGC

Les positions de base du GIGC

Contribution : communisme et communauté



NOS POSITIONS DE BASE

- Le GIGC considère et définit l'ensemble de ses activités, internes comme externes, en fonction et comme des moments du combat pour la constitution du parti politique mondial du prolétariat, outil indispensable pour le renversement du capitalisme et l'établissement de la société communiste.
- Outre l'intervention dans les luttes du prolétariat, le GIGC mène ce combat tout particulièrement dans le camp prolétarien international. Celui-ci est composé des groupes politiques révolutionnaires défendant et partageant les positions de classe du prolétariat, en particulier l'internationalisme prolétarien et la nécessité de la dictature de classe du prolétariat.
- Le GIGC se revendique des Première, Deuxième et Troisième Internationales et du combat des fractions de gauche en leur sein. Tout particulièrement, il se revendique du combat de la fraction de gauche du PC d'Italie au sein de l'Internationale communiste contre sa dégénérescence stalinienne et des apports programmatiques qu'elle a pu développer et nous léguer jusqu'à aujourd'hui.
- Seul le prolétariat, classe exploitée et révolutionnaire à la fois, est en capacité de détruire le capitalisme et d'instaurer le communisme, la société sans classe. La conscience de cette révolution, la *conscience communiste* est produite par la lutte historique du prolétariat. Pour qu'elle puisse se matérialiser, se défendre et se développer, le prolétariat produit des minorités communistes qui s'organisent en parti et qui ont pour fonction permanente de porter cette conscience communiste et la retourner à l'ensemble du prolétariat.
- Expression la plus haute de cette conscience, le parti – ou, en son absence, les fractions ou groupes communistes – constitue et doit assumer la direction politique du prolétariat. En particulier, le parti est l'organe qui, seul, peut mener le prolétariat à l'insurrection et à la destruction de l'État capitaliste, et à l'exercice de la dictature du prolétariat.
- Le parti s'organise et fonctionne sur la base des principes qui régissent la lutte révolutionnaire du prolétariat, l'*internationalisme prolétarien* et le *centralisme* comme moments de son unité internationale et de son combat. Le parti se constitue d'emblée, fonctionne et intervient comme parti international et centralisé. Le GIGC se constitue d'emblée, fonctionne et intervient comme groupe international et centralisé.
- Le parti, tout comme le GIGC, fonde son programme, ses principes, ses positions politiques et son action sur la théorie du *matérialisme historique*. En expliquant le cours de l'histoire par le développement de la lutte des classes et en reconnaissant le prolétariat comme classe révolutionnaire, il est la seule conception du monde qui se place du point de vue de celui-ci. Il est la théorie du prolétariat révolutionnaire.
- Ce n'est que suite à l'insurrection victorieuse et la disparition de l'État bourgeois que le prolétariat pourra s'organiser en classe dominante sous la direction politique de son parti. Sa domination de classe, la dictature du prolétariat, s'exerce au moyen des conseils ouvriers, ou soviets. Ceux-ci ne peuvent se maintenir comme organisation unitaire du prolétariat qu'à la condition de devenir *organes de l'insurrection et organes de la dictature de classe*, c'est-à-dire en faisant leur les mots d'ordre du parti.
- La dictature du prolétariat consiste à utiliser le pouvoir de classe de ses organisations de masse, les conseils ou soviets, pour abolir le pouvoir économique de la bourgeoisie et assurer la transition vers une société communiste sans classe. L'État de la période de transition, de la dictature de classe, entre capitalisme et communisme est appelé à disparaître avec la disparition des classes, du prolétariat lui-même et de son parti, et l'avènement de la société communiste.
- Depuis la Première Guerre mondiale en 1914, la guerre impérialiste généralisée et le capitalisme d'État sont les principales expressions de la phase historique de décadence du capitalisme.
- Face au développement incessant du capitalisme d'État, le prolétariat ne peut opposer que la recherche de son unité dans toutes ses luttes, même les plus limitées ou localisées, en prenant en charge leur extension et leur généralisation. Toute lutte ouvrière, même la plus limitée, s'affronte à l'appareil d'État comme un tout auquel le prolétariat ne peut opposer que la perspective et l'arme de la *grève*

de masse.

- À l'époque du capitalisme d'État dominant, les syndicats comme un tout, direction comme sections de base, sont des organes à part entière de l'État bourgeois en milieu ouvrier. Ils visent à maintenir l'ordre capitaliste dans ses rangs, à encadrer la classe ouvrière et à prévenir, contrer et saboter toute lutte prolétarienne, en particulier toute extension, généralisation et centralisation des combats prolétaires. Toute défense des syndicats et du syndicalisme est contre-révolutionnaire.
- À l'époque actuelle, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis dits ouvriers, « socialistes », « communistes », les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes, anarchistes), ou encore se présentant comme anti-capitalistes, constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de front populaire, front anti-fasciste ou front unique mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat. Toute politique frontiste avec des partis de gauche de la bourgeoisie est contre-révolutionnaire.
- À l'époque actuelle, le parlement et les campagnes électorales, et de manière générale la démocratie bourgeoise, ne peuvent plus être utilisés par le prolétariat pour son affirmation en tant que classe et pour le développement de ses luttes. Tout appel à participer aux processus électoraux et à voter ne fait que renforcer la mystification présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités et, à ce titre, est contre-révolutionnaire.
- Le communisme nécessite l'abolition consciente par le prolétariat des rapports sociaux capitalistes : la production de marchandises, le travail salarié et les classes. La transformation communiste de la société par la dictature du prolétariat ne signifie ni autogestion, ni nationalisation de l'économie. Toute défense de l'un ou l'autre est contre-révolutionnaire.
- Les pays dits « socialistes » ou bien même « communistes », l'URSS et ses satellites d'Europe de l'Est, la Chine, Cuba, le Vietnam, ou encore le Venezuela de Chavez, n'ont été que des formes particulièrement brutales de la tendance universelle au capitalisme d'État. Tout soutien, même critique, au caractère soit-disant socialiste ou progressiste de ces pays est contre-révolutionnaire.
- Dans un monde désormais totalement conquis par le capitalisme et où l'impérialisme s'impose à tout État, toute lutte de libération nationale, loin de constituer un quelconque mouvement progressif, se résume en fait à un moment de l'affrontement constant entre impérialismes rivaux. Toute défense de l'idéologie nationaliste, du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », de toute lutte de libération nationale est aujourd'hui contre-révolutionnaire.
- Par leur contenu même, les luttes *parcelaires*, anti-racistes, féministes, écologistes, et autres aspects de la vie quotidienne, loin de renforcer l'unité et l'autonomie de la classe ouvrière, tendent au contraire à la diviser et la diluer dans la confusion de catégories particulières (races, sexes, jeunes, etc.). Toute idéologie et mouvement prônant *identitarisme*, *anti-racisme*, etc., au nom de l'*intersectionnalité* des luttes, sont des idéologies et des mouvements contre-révolutionnaires.
- Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, le terrorisme constitue toujours un terrain privilégié pour les manipulations et les provocations d'ordre policier de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- Le GIGC combat, dès aujourd'hui, pour que le futur parti se constitue sur la base programmatique des principes et positions qui précèdent. La constitution formelle du parti s'impose dès lors que l'intervention, les orientations et les mots d'ordre des groupes ou fractions communistes deviennent un élément et un facteur matériels permanents de la situation, du rapport de force entre les classes. Alors, la lutte immédiate pour la constitution formelle du parti s'impose et devient urgente.